

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Date de Publication : 25/03/2019

N° : 2019/119

SOMMAIRE

 **Arrêtés**

Page 3/47

 **Décisions**

Page 48/136

ARRÊTÉS

Arrêté n° 19/046/CM

Délégation de fonction à Monsieur Nicolas Isnard Vice-Président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière d'attribution des postes à quai et des terre-pleins des ports situés sur le Territoire du Pays Salonais.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2122-18, L. 5211-2, L. 5211-9, L. 5211-10 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Nicolas Isnard en qualité de Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais.

CONSIDERANT

- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Présidente peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, une partie de ses fonctions à un ou plusieurs Vice-Présidents ;
- Qu'il y a lieu, dans l'intérêt du bon fonctionnement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, que la Présidente délègue une partie de ses fonctions aux Vice-Présidents ;
- Que ces délégations s'exerceront dans le strict respect des fonctions demeurant de la compétence de la Présidente et excluent donc les signatures de tous actes en matière de ressources humaines.

- Que Monsieur Nicolas Isnard est Vice-Président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

ARRÊTE

Article 1 :

Délégation de fonction est donnée, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, à Monsieur Nicolas Isnard, Vice-Président de droit, en ce qui concerne :

- L'attribution des postes à quai et des terre-pleins des ports situés sur le Territoire du Pays Salonais.

Article 2 :

La délégation définie à l'article précédent comprend la signature de toutes les pièces et actes relatifs aux missions visées par cette délégation de fonction. Cette délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 3 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet du Département des Bouches-du-Rhône et au Comptable Public de Marseille.

Article 4 :

Conformément à l'article R. 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 07 mars 2019

Martine VASSAL

Arrêté n° 19/047/CM

Délégation de fonction à Monsieur Jean Montagnac Vice-Président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière d'attribution des postes à quai et des terre-pleins des ports situés sur le Territoire Marseille Provence.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2122-18, L. 5211-2, L. 5211-9, L. 5211-10 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean Montagnac en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

CONSIDERANT

- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Présidente peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, une partie de ses fonctions à un ou plusieurs Vice-Présidents ;
- Qu'il y a lieu, dans l'intérêt du bon fonctionnement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, que la Présidente délègue une partie de ses fonctions aux Vice-Présidents ;

- Que Monsieur Jean Montagnac est Vice-Président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que ces délégations s'exerceront dans le strict respect des fonctions demeurant de la compétence de la Présidente et excluent donc les signatures de tous actes en matière de ressources humaines.

ARRÊTE

Article 1 :

Délégation de fonction est donnée, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, à Monsieur Jean Montagnac, Vice-Président de droit, en ce qui concerne :

- L'attribution des postes à quai et des terre-pleins des ports situés sur le Territoire Marseille Provence

Article 2 :

La délégation définie à l'article précédent comprend la signature de toutes les pièces et actes relatifs aux missions visées par cette délégation de fonction. Cette délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 3 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet du Département des Bouches-du-Rhône et au Comptable Public de Marseille.

Article 4 :

Conformément à l'article R. 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 07 mars 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Mars 2019

Arrêté n° 19/048/CM

Délégation de fonction à Monsieur François Bernardini Vice-Président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière d'attribution des postes à quai et des terre-pleins des ports situés sur le Territoire Istres-Ouest Provence.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2122-18, L. 5211-2, L. 5211-9, L. 5211-10 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°1/16 du 23 mars 2016 portant élection de Monsieur François Bernardini en qualité de Président du Conseil de territoire Istres-Ouest-Provence.

CONSIDERANT

- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Présidente peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, une partie de ses fonctions à un ou plusieurs Vice-Présidents ;
- Qu'il y a lieu, dans l'intérêt du bon fonctionnement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, que la Présidente délègue une partie de ses fonctions aux Vice-Présidents ;
- Que Monsieur François Bernardini est Vice-Président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Que ces délégations s'exerceront dans le strict respect des fonctions demeurant de la compétence de la Présidente et excluent donc les signatures de tous actes en matière de ressources humaines.

ARRÊTE

Article 1 :

Délégation de fonction est donnée, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, à Monsieur François Bernardini, Vice-Président de droit, en ce qui concerne :

- L'attribution des postes à quai et des terre-pleins des ports situés sur le Territoire Istres-Ouest Provence

Article 2 :

La délégation définie à l'article précédent comprend la signature de toutes les pièces et actes relatifs aux missions visées par cette délégation de fonction. Cette délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 3 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet du Département des Bouches-du-Rhône et au Comptable Public de Marseille.

Article 4 :

Conformément à l'article R. 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 07 mars 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Mars 2019

Arrêté n° 19/063/CM

Délégation de signature à Madame Isabelle Arnould, Directrice des Assemblées de la Métropole Aix-Marseille-Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.5210-1-1 A, L.5211-9, L.5211-1 et L.2122-23, L.5217-1 et suivants, L.5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- *L'acte DRH 00812801-08-17 du 28 juillet 2017 portant nomination de Madame Isabelle Arnould, Directrice des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence.*

ARRETE

Article 1 :

Délégation est donnée, sous ma surveillance et ma responsabilité, à Madame Isabelle Arnould, Directrice Assemblées de la Métropole Aix-Marseille-Provence, à l'effet de signer les documents, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, suivants :

Affaires générales

- Courriers de transmissions des conventions aux partenaires pour signature excepté les actes délibérés et décidés en Conseil de Territoire,
- Courriers de première notification excepté les actes délibérés et décidés en Conseil de Territoire,

Reçu au Contrôle de légalité le 14 Mars 2019

- Courriers de deuxième notification (notification interne pour les Directions, comptabilité et Trésorerie).

Article 2 :

En application de l'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, si Madame Isabelle Arnould, titulaire de la présente délégation de signature, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, elle en informera, sans délai et par écrit, son supérieur hiérarchique en précisant la teneur des questions pour lesquelles elle estime ne pas devoir exercer ses compétences.

Article 3 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 4 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle Arnould, la délégation de signature définie à l'article 1 est donnée à :

Madame Aurélie Cerutti.

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 13 mars 2019

Martine VASSAL

Arrêté n° 19/064/CM

Délégation de signature à Madame Sophie Conte, Chargée de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Affaires générales et Moyens Généraux.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.5210-1-1 A, L.5211-9, L.5211-1 et L.2122-23, L.5217-1 et suivants, L.5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat à durée indéterminée, inscrit au registre des actes n° DRH 2017-7168 du 18 juillet 2017 portant Madame Sophie Conte, Chargée de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence Affaires générales et Moyens généraux, à compter du 1^{er} août 2017.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n°18/313/CM du 19 décembre 2018 est abrogé.

Article 2 :

Délégation est donnée à Madame Sophie Conte, à l'effet de signer les documents, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :

Reçu au Contrôle de légalité le 14 Mars 2019

Ressources humaines

Personnel métropolitain dont les missions principales relèvent de l'exercice de compétences non-déléguées aux Conseils de Territoire, et exercées au sein de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence en charge des affaires générales et des moyens généraux

Gestion des contrats aidés (CUI, CAE, contrats d'avenir) et des contrats d'apprentissage

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi, courriers divers aux agents, convocation écrite aux agents, courrier d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs) ;
- Relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité) ;
- Relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail, avenants au contrat de travail et R.I.B. ;
- Attestations : Attestations Pôle Emploi, certificat de travail, attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers).

Formation des agents :

- Congé individuel de formation des agents sans incidence financière ;
- Congé de formation professionnelle, congé pour VAE, congé pour bilan de compétences sans incidence financière ;
- Courrier de refus de formation pour nécessité de service ou dans le cadre d'un CPF ;
- Bulletins d'inscriptions aux stages et formations CNFPT sans incidence financière ;
- Actes administratifs relatifs à la continuité des formations obligatoires en matière de sécurité et de prévention dans le cadre de marchés à bons de commande (validation de devis, signature de bons de commande, conventions, etc.) ;
- Les états de service pour inscription à un concours.

Accueil de stagiaires :

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi) ;
- Conventions de stage (convention industrielle de formation par la recherche CIFRE, stage d'immersion professionnelle) sans incidence financière.

Evaluation des agents :

- Signature des comptes rendus des entretiens professionnels ;
- Procédure de convocation des agents, organisation et réalisation des entretiens professionnels ;
- Courriers de réponse et/ou convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation).

Maladie, accident :

- Courriers et arrêtés afférents aux expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des comités médicaux ;
- Courriers et arrêtés d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle ;
- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever des enfants) ;
- Courriers afférents aux relations avec les organismes extérieurs dans le cadre des actions récursoires pour accident de trajet ;

Reçu au Contrôle de légalité le 14 Mars 2019

- Courriers afférents à la gestion des congés de maladie ordinaire (courriers de rappel de procédure d'envoi des arrêts de travail, etc.) ;
- Courriers individuels relatifs à l'aménagement du travail en lien avec les services de Médecine (fiche d'aptitude).

Congés / Aménagements d'horaires :

- Courriers et arrêtés relatifs au congé bonifié, au report des congés annuels et congés exceptionnels, au Compte Epargne Temps (C.E.T.) ;
- Courriers et arrêtés de congé parental ;
- Procédures afférentes à l'autorisation de congés annuels ou absences autres que pour raison de santé (Formation, enfant malade, etc.), validation des demandes d'absence dans le logiciel, etc... ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogatoires).

Carrière :

- Courriers et arrêtés de réintégration à temps plein ou de changement de situation (quotité de travail d'un temps complet) ;
- Courriers et arrêtés relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement ;
- Courriers et arrêtés de reclassement par détachement pour inaptitude physique et d'intégration suite à détachement pour inaptitude physique ;
- Courriers et arrêtés d'intégration et de reclassement (nouvelles dispositions statutaires) ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification ;
- Courriers et arrêtés de mise en positions maladie (CLM, CLD, ATI, maintien en 1/2 traitement dans l'attente de décision du comité médical, mi-temps thérapeutique) ;
- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité et mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever enfants) ;
- Courriers et arrêtés de reconstitution de carrière (reprise ancienneté privée, publique) ;
- Les courriers et arrêtés de congés maternité, paternité, adoption.

Paie :

- Courriers et arrêtés d'attribution, de fin d'attribution et de refus d'attribution de NBI ;
- Courriers et documents relatifs au capital décès et aux pensions de réversion et d'orphelins ;
- Bordereaux de paiement ;
- Déclarations de versement de contribution de solidarité 1 % ;
- Bordereaux de déclaration CNFPT, URSSAF ;
- Divers états liquidatifs et avis de paiement ;
- Etats d'heures supplémentaires des agents ;
- Etats d'astreintes des agents ;
- Etats de vacations des agents ;
- Etats d'indemnités horaires des agents ;
- Allocation enfant handicapé.

Procédure disciplinaire :

- Procès-verbaux de consultation du dossier administratif et courriers de rappel des obligations et des procédures ;
- Mesure d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, les courriers de rappel à l'ordre ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux situations d'abandon de poste et à l'application de sanctions disciplinaires du 1er groupe prévues à l'article 89 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire et les modifications d'arrêtés correspondantes.

Retraite :

- Courriers avec les caisses de retraite, CNRACL, IRCANTEC, CRAM, Sécurité Sociale ;
- Dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., C.R.A.M. ;
- Demandes de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.P.F.T (rentes, réversion, pension) ;
- Courriers et dossiers de validation de services ;
- Courriers et arrêtés de prolongation dans le cadre du régime CNRACL ;
- Certificats de paiement pour les congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie ;
- Attestations pour congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie.

Protection sociale et santé :

- Bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la protection sociale ;
- Courriers de convocation à une visite médicale et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations ;
- Déclarations d'accidents de travail ;
- Courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie, etc. ;
- Courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité) ;
- Bons de prise en charge de frais d'accident du travail, expertises et visites médicales ;
- Courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux et courriers de notification des conclusions du contrôle médical ;
- Courriers divers aux mutuelles (demandes de communication des statuts, de renseignements sur les cotisations mutualistes, relances, etc.) ;
- Courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes ;
- Courriers et arrêtés afférents au remboursement au titre du fonds de remboursement du congé de paternité et d'accueil de l'enfant.

Frais de déplacement :

- Ordre de mission national et état de frais inhérents ;
- Remisage à domicile ponctuel inférieur à 3 jours consécutifs dans la limite de 2 par mois pour le même agent ;
- Abonnement de travail.

Divers :

- Courriers d'autorisation de cumuls d'activités accessoires ou de refus de cumuls ;
- Dossiers préfecture relatif aux médailles d'honneur régionale, départementale et communale ;
- Etats et attestations de toute nature relatives au personnel métropolitain affecté à la DGA.

Ressources humaines pour tout le personnel métropolitain

- Remisages à domicile ponctuel supérieur à 3 jours consécutifs ou supérieur à 2 par mois pour le même agent ;
- Remisages à domicile permanent.

Marchés publics et accords-cadres dans le cadre des compétences exercées par la Direction Générale Adjointe en charge des Affaires générales et des Moyens généraux

1/ Pour la préparation, passation et signature des marchés y compris subséquents et accord – cadre inférieurs à 90 000 euros HT, concernant les compétences exercées par la DGA :

- Demandes de devis / lettres de commande ;
- Lettre de consultation relative à un marché subséquent inférieur à 90 000 € HT ;
- Courriers de complément de candidature ;
- Courriers d'invitation à soumettre une offre dans le cadre d'une procédure restreinte ;
- Courriers d'engagement et de conduite des négociations ;
- Demande de régularisation des offres ;
- Demande de précisions relatives à la teneur de l'offre ;
- Demande de justification d'une offre anormalement basse ;
- Courriers de demande de prolongation de la durée de validité des offres ;
- Courrier d'attribution du marché, demandes de pièces exigibles au titre de l'article 51 du décret du 25 mars 2016, ou réglementairement requises préalablement à la notification ;
- Courriers de rejet des candidatures et des offres, quel qu'en soit le motif ;
- Courriers de communication des motifs détaillés du rejet de l'offre ou de la candidature / communication aux tiers de certains éléments relatifs à la mise en concurrence et au marché ;
- Décision de déclaration sans suite et les courriers en informant les candidats ;
- Mise au point du marché ou de l'accord-cadre ;
- Pièces contractuelles du marché ou de l'accord-cadre (AE/ lettre de commande/ Cahier des charges) ;
- Courriers de notification.

2/ Pour l'exécution des marchés et accord – cadre concernant les compétences exercées par la DGA :

- Les bons de commande, y compris bon de commande UGAP ou autre centrale d'achat inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Les ordres de service de démarrage des travaux, d'affermissement d'une tranche optionnelle ou créant des prix nouveaux pour les seuls marchés inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Les autres ordres de service, sans limitation de montant ;
- Les avenants à un marché et un accord – cadre inférieur à 90 000 euros HT ;
- Les courriers de reconduction ou non – reconduction des marchés et accords – cadre inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et les courriers ou pièces afférents au suivi des sous-traitances des marchés inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Tout courrier relatif à l'exécution du marché et notamment à la communication de documents prévus en exécution du contrat ;
- Les certificats administratifs nécessaires à la bonne exécution des marchés publics, y compris dans les relations avec le comptable public ;
- Les exemplaires uniques ou certificats de cessibilité en vue du nantissement ou de cession de la créance ;

Reçu au Contrôle de légalité le 14 Mars 2019

- Les actes, courriers et pièces afférents au paiement des marchés publics, notamment le décompte général définitif et la certification du service fait et les courriers de rejet de facture ;
- Les décisions d'admission, ajournement ou rejet de fournitures et services ;
- Les décisions afférentes à la réception des travaux ;
- Les actes à caractère coercitif pris pour l'exécution des marchés publics, notamment l'application de pénalités, réfections et mises en demeure ;
- La décision de faire exécuter le marché aux frais et risques du titulaire pour tout marché ou accord-cadre inférieur à 90 000 euros ;
- Les décisions de résiliation des marchés publics et accords – cadre inférieurs à 90 000 euros HT, quel qu'en soit le motif.

Moyens généraux et logistique

- Courriers aux assurances de la flotte automobile ;
- Certificats de cession de véhicules ;
- Demandes et les changements d'immatriculation ;
- Bons d'accord à l'expert sur la valeur (véhicules irréparables vendus à l'assureur) ;
- Demandes d'exonération liées aux contraventions des agents ;
- Bordereaux d'élimination des archives.

Article 3 :

En application de l'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, si Madame Conte, titulaire de la présente délégation de signature, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, elle en informera, sans délai et par écrit, son supérieur hiérarchique en précisant la teneur des questions pour lesquelles elle estime ne pas devoir exercer ses compétences.

Article 4 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 5 :

Concernant strictement :

- 1) Les Ressources humaines
- 2) La préparation, la passation et signature des marchés y compris subséquents et accord – cadre inférieurs à 90 000 euros HT, concernant les compétences exercées par la DGA
- 3) L'exécution des marchés y compris subséquents et accord – cadre concernant les compétences exercées par la DGA

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie Conte, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Laurence Guichard.

Concernant strictement les Moyens Généraux et logistique :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie Conte, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Corinne Michel.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mesdames Sophie Conte et Corinne Michel, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Monsieur Hervé Gérard.

Article 6 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 13 mars 2019

Martine VASSAL

Arrêté n° 19/068/CM

Arrêté de consignation au profit de l'indivision Boetto/Seguin de la somme de 2040 euros décomposée comme suit : 1 700 euros à titre d'indemnité principale et 340 euros à titre d'indemnité de emploi - Emprise de 12 m² de la parcelle cadastrée n° 859 D 235 sise 256 boulevard Paul Claudel à Marseille 10ème arrondissement.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau- Missions Foncières ;
- L'arrêté préfectoral du 8 septembre 2016 déclarant d'utilité publique, sur le territoire de la Commune de Marseille, les travaux de réalisation du Boulevard Urbain Sud au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence et emportant mise en compatibilité subséquente du PLU de la commune de Marseille ;
- L'arrêté préfectoral du 14 septembre 2018 déclarant cessibles sur le territoire de la commune de Marseille et au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence, les immeubles nécessaires aux travaux de réalisation du Boulevard Urbain Sud ;
- L'ordonnance d'expropriation du 10 octobre 2018 du Tribunal de Grande Instance de Marseille ;
- Le jugement du 18 janvier 2019 fixant les indemnités.

CONSIDÉRANT

- Que les articles L222-2 et R1323-8 du Code de l'Expropriation permettant la consignation de l'indemnité en cas d'obstacle au paiement ;
- Que l'obstacle au paiement est caractérisé par l'absence des pièces requises au paiement de l'indemnité.

ARRETE

Article 1 :

La somme de 2 040 euros représentant le montant des indemnités fixées par le juge de l'expropriation par jugement du 18 janvier 2019 (indemnité principale 1 700 euros et indemnité de emploi 340 euros) pour une emprise de 12 m² sur la parcelle cadastrée n° 859 D 235 sis 256 boulevard Paul Claudel à Marseille 10^{ème} arrondissement, sera versée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, au profit de l'indivision Boetto/Seguin.

Article 2 :

La déconsignation de cette somme interviendra lors de la production des pièces justificatives, nécessaires à la levée de la somme susvisée.

La Métropole Aix-Marseille-Provence autorisera ladite déconsignation par arrêté.

Article 3 :

Madame La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 11 mars 2019

Martine VASSAL

Arrêté n° 19/070/CM

Arrêté d'occupation temporaire du Domaine Public pour le kiosque situé 614 avenue du Prado 13008 Marseille, à LA SAS Manny, représentée par Jessica Dorschner

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole-Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Le règlement général des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du conseil de territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.

CONSIDÉRANT

La demande présentée par la SAS MANNY, représentée par Jessica Dorschner, domiciliée 614 avenue du Prado 13008 à Marseille, enregistrée au RCS Marseille sous le n°848 141 677 00015, en vue d'exploiter un kiosque sur le domaine public.

ARRETE

Article 1 :

La SAS Manny, représentée par Jessica Dorschner, est autorisée à exploiter un kiosque d'une dimension de seize mètres carrés sur le domaine public, sis 614 avenue du Prado 13008 à Marseille, en vue d'y exercer une activité de glacier.

Article 2 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous-location entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 3 :

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée d'un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

Article 5 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, voté par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

Article 6 :

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente autorisation, il devra immédiatement en avertir la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente autorisation.

Article 7 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile et produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 8 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité publique et au règlement de voirie.

Article 9 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 10 :

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le Règlement Général des Emplacements de la Ville de Marseille visé ci-dessus.

Article 11 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 12 :

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 13 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 11 mars 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Mars 2019

Arrêté n° 19/071/CM

Arrêté d'occupation temporaire modificatif pour le kiosque alimentaire situé 3 place Félix Baret 13006 Marseille à Platillero Sylvia

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté ministériel du 08 octobre 2013 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits et de denrées alimentaires
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Le règlement sanitaire départemental des Bouches-du-Rhône ;
- Le règlement des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- L'arrêté municipal n° 96/046/SG du 5 février 1996 relatif aux conditions d'hygiène des kiosques alimentaires installés sur le domaine public ;
- L'arrêté municipal n° 2005/01/SE du 12 janvier 2005 qui réglemente les heures de fermeture des kiosques alimentaires ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.

CONSIDÉRANT

- L'arrêté d'occupation temporaire n° 18/350/CM, délivré le 21 décembre 2018 par la Métropole Aix-Marseille-Provence, à Madame Platillero Sylvia, née Imbert.
- L'absence de mention relative à la mise à disposition de toilettes sur l'arrêté d'occupation temporaire n° 18/350/CM.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n° 18/350/CM, délivré le 21 décembre 2018 par la Métropole Aix-Marseille-Provence, à Madame Platillero Sylvia, née Imbert, est abrogé.

Article 2

Madame Platillero Sylvia, née Imbert, est autorisée à exploiter un kiosque alimentaire d'une dimension de quatorze mètres carrés (14 m²) sur le domaine public, sis 3 place Félix Baret 13006 à Marseille, en vue de procéder à la vente de tout produit alimentaire chaud et froid notamment sandwichs, salades, desserts, glaces, et des boissons hygiéniques sans alcool tel que défini par le Code des débits de boissons, à l'exception des plats cuisinés en sauce. Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

Article 5 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le bénéficiaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

Article 6 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le bénéficiaire devra produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

Ce kiosque comportant des toilettes publiques, le titulaire a l'obligation de mettre ces toilettes à disposition gratuite de tout le public et non seulement de «ses consommateurs» et ce aux heures normales d'ouverture du kiosque. En contrepartie du service rendu à la Métropole, la redevance d'occupation du Domaine Public, comportant la part fixe et la part variable, est réduite de 50%. Cette réduction est fondée sur trois éléments indispensables :

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Mars 2019

- 1- La mise à disposition gratuite des toilettes à tout public.
- 2- L'ouverture quotidienne des toilettes (à l'exception des congés et jours normaux de fermeture du kiosque)
- 3- L'entretien et l'hygiène parfaite des toilettes

L'absence ou la fourniture incomplète de l'une des prestations annulerait automatiquement la réduction de la redevance.

Article 7 :

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avertir la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant : soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du propriétaire. A défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera au propriétaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose de l'édicule aux frais du propriétaire ; soit de conserver les installations édifiées par l'occupant. Dans ce cas, la propriété desdites installations lui sera transférée de plein droit à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

Article 8 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 9 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

Article 10 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 11 :

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le règlement général des Emplacements de la Ville de Marseille, dans l'arrêté municipal n° 96/046/SG réglementant les conditions d'hygiène au sein des kiosques alimentaires.

Article 12 :

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 13 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 14 :

L'exploitant du kiosque devra cesser son activité et fermer son édicule à 23 heures. A défaut, et en cas de récidive, une procédure d'abrogation du présent arrêté sera engagée.

Article 15 :

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

Article 16 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 11 mars 2019

Martine VASSAL

Arrêté n° 19/072/CM

Plan Local d'Urbanisme de la commune de Lançon-Provence, Procédure de modification numéro 1

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération cadre n° URB 001-3559/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 relative à la répartition des compétences relatives à la modification de droit commun des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseil de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- Le courrier de la Commune de Lançon-Provence du 23 mars 2018 saisissant le Conseil de Territoire du Pays Salonais afin qu'il demande au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence de solliciter l'engagement de la procédure de modification de droit commun n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Lançon-Provence ;

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Mars 2019

- La délibération n° 77/18 du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 7 mai 2018 saisissant le Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite de la Présidente l'engagement de la modification de droit commun n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Lançon-Provence ;
- La délibération n° URB 008-3847/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2018 sollicitant de la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification de droit commun n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Lançon-Provence ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Lançon-Provence en vigueur.

CONSIDÉRANT

- La nécessité de modifier le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Lançon-Provence afin de permettre d'adapter la prise en compte du risque feux de forêt sur le territoire communal, rectifier des erreurs matérielles et préciser certains éléments du règlement ;
- Qu'il apparaît en conséquence utile d'adapter le Plan Local d'Urbanisme sur ces points ;
- Que la modification de droit commun n° 1 aura dès lors pour effet de modifier le règlement, le zonage et les pièces annexes du Plan Local d'Urbanisme ;
- Que le projet envisagé ne change pas les orientations définies au Projet d'Aménagement et de Développement Durable, qu'il ne réduit pas un espace boisé classé, une zone agricole, ou une zone naturelle et forestière, qu'il ne réduit pas une protection ;
- Que les modifications du document d'urbanisme projetées relèvent du champ d'application de la procédure de modification de droit commun conformément au Code de l'Urbanisme ;
- Qu'à la suite du courrier de la Commune de Lançon-Provence du 23 mars 2018, le Conseil de Territoire du Pays Salonais a saisi le Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite de la Présidente l'engagement de la procédure de modification de droit commun n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Lançon-Provence ;
- Que le Conseil de la Métropole sollicite de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification de droit commun n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Lançon-Provence.

ARRETE

Article 1 :

Il est prescrit une procédure de modification de droit commun n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Lançon-Provence.

Article 2 :

La modification de droit commun n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Lançon-Provence doit permettre d'adapter la prise en compte du risque feux de forêt sur le territoire communal, rectifier des erreurs matérielles et préciser certains éléments du règlement.

Conformément à l'article L153-40 du Code de l'Urbanisme, le projet de la modification sera notifié aux Personnes publiques associées ainsi qu'au Maire de la Commune concernée par la modification.

Conformément à l'article L153-41 du Code de l'Urbanisme, le projet de la modification fera l'objet d'une enquête publique.

Article 3 :

Conformément à l'article R421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télerecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr .

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 11 mars 2019

Martine VASSAL

Arrêté n° 19/073/CM

Changement de conseillers portuaires sur le Vieux Port de Marseille

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relatif à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 17/246/CM du 7 août 2017, portant nomination initiale des membres du conseil portuaire du Vieux Port de Marseille ;
- L'arrêté n° 18/102/CM du 10 juillet 2018 portant modification de membres du conseil portuaire du Vieux-Port de Marseille.
- L'arrêté n° 18/284/CM du 19 décembre 2018 portant modification de membres du conseil portuaire du Vieux-Port de Marseille.

CONSIDÉRANT

- Que, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de « création, aménagement, et gestion de zones d'activité portuaire » ;
- Qu'à ce titre, la Métropole est compétente pour procéder à la nomination des membres des conseils portuaires ;
- Qu'à la suite de l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, il convient de procéder à la désignation de ses représentants au sein du conseil portuaire du Vieux-Port de Marseille et de modifier sur ce point l'arrêté n° 18/102/CM du 10 juillet 2018 susvisé ;

Reçu au Contrôle de légalité le 18 Mars 2019

ARRETE

Article 1 :

Sont nommés membres du conseil portuaire du Vieux-Port de Marseille.

Représentant de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

Titulaire : Claude PICCIRILLO

Représentants du personnel métropolitain appartenant au service chargé des ports :

Titulaire : Loïc KERDUEL,
Suppléant : Carole PANTAZIS

Représentant des Concessionnaires Délégués

Titulaires : Michel GRAVELEAU (DSP1 – Centre Nautique et Touristique du Lacydon),
Pierre SATHAL (DSP2 – Société Nautique de Marseille)
Jérôme GIRAUD (DSP5 – Anse de la Réserve

Suppléant : Gilles CHAVANE (DSP2 – Société Nautique de Marseille), (en
remplacement de Monsieur Philippe PEYTOU, démissionnaire).

Représentant du personnel des délégataires :

Titulaire : Pascal MAGUERES (DSP1 – Cercle Nautique et Touristique du Lacydon)
Suppléant : Jérôme CORTI (DSP2 – Société Nautique de Marseille).

Représentants des usagers du port :

Représentants des navigateurs de plaisance (désignés par le comité local des usagers permanents du port –CLUPP) :

Titulaires : Alain RAVOT, Christian CEREZO, Pascal PASSARO
Suppléants : Alain TAORMINA, Dominique DI LEONARDO, Bernard THOMASSIN

Représentants des services nautiques, construction, réparation et des associations sportives et touristiques liées à la plaisance :

Titulaires : Jean-Michel ICARD, Jean-Louis MAURY, Paul D'ORTOLI
Suppléants : David BINISTI, Michel LAMBERTI, Grégoire GUIGNON

Représentants de la Commune

Titulaire : René BACCINO (Mairie des 1^{er} et 7^{ème} Arrondissements)
Suppléant : Solange BIAGGI (Mairie des 1^{er} et 7^{ème} Arrondissements)

Représentants la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille)

Titulaires : Lionel NGUYEN
Suppléants : Dominique CASCIO

Représentants des pêcheurs :

Titulaire : Thierry GELLI
Suppléant : Louis SPERDUTO

Représentants du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Titulaire : Solange BIAGGI

Suppléant : Laure-Agnès CARADEC

Article 2 :

Les membres du conseil portuaire sus mentionnés sont nommés initialement pour une durée de 5 ans suivant l'arrêté n° 17/246/CM du 7 Août 2017 ; leur mandat prendra fin au 6 août 2022. (R5314-24 du Code des Transports)

Article 3 :

Il est mis fin au mandat des membres du conseil portuaire nommés par l'arrêté n° 18/284/CM 19 décembre 2018, qui ne figurent pas dans la composition du conseil portuaire telle que fixée à l'article 1 du présent arrêté.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 18 mars 2019

Martine VASSAL

Arrêté n° 19/074/CM

Changement de conseiller portuaire sur le Port de La Ciotat

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 17/249/CM du 7 août 2017, portant nomination initiale des conseillers portuaires du port de La Ciotat,
- L'arrêté n° 18/101/CM du 10 juillet 2018 portant modification des membres du conseil portuaire du port de La Ciotat.
- L'arrêté n° 18/288/CM du 19 décembre 2018 portant modification des membres du conseil portuaire du port de La Ciotat.

CONSIDÉRANT

- Que, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de « création, aménagement, et gestion de zones d'activité portuaire » ;
- Qu'à ce titre, la Métropole est compétente pour procéder à la nomination des membres des conseils portuaires ;
- Qu'à la suite de l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, il convient de procéder à la désignation de ses représentants au sein du conseil portuaire du port de La Ciotat et de modifier sur ce point l'arrêté n° 18/101/CM du 10 juillet 2018 susvisé ;

ARRETE

Article 1 :

Sont nommés membres du conseil portuaire du port de La Ciotat.

Représentant de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

assurant la présidence du conseil portuaire :

Titulaire : Claude PICCIRILLO

Représentants du personnel métropolitain appartenant au service chargé des ports :

Titulaire : Marc CAMUS

Suppléant : Michel CAMPOS

Représentants des usagers du port :

Représentants des navigateurs de plaisance (désignés par le comité local des usagers permanents du port –CLUPP) :

Titulaires : Gérard COLLET, René COUTIN, Jean-Louis TORRESANI

Suppléants : Marie-Thérèse CARDONA, Max OUZENANE, Jean-Jacques STOFFEL-MUNCK

Représentants des services nautiques, construction, réparation et des associations sportives et touristiques liées à la plaisance :

Titulaires : Christophe BERENGUIER, Gilbert VIGNON, François LAURENT

Suppléants : Hervé ONDEDIEU, Jean-Michel DUCHON DORIS, François-Xavier ROCHE

Représentants de la Commune :

Titulaire : Patrick BORE

Suppléant : Guy PATZLAFF

Représentants de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille-Provence :

Titulaire : **Elisabeth COQUET-REINIER** (en remplacement de Gérard TIZZANI)

Suppléant : Jacques MOIA

Représentants du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône :

Titulaire : Solange BIAGGI

Suppléant : Laure-Agnès CARADEC

Article 2 :

Les membres du conseil portuaire sus mentionnés sont nommés initialement pour une durée de 5 ans suivant l'arrêté n° 17/249/CM du 7 août 2017 ; leur mandat prendra fin au 6 août 2022. (R5314-24 du Code des Transports)

Article 3 :

Il est mis fin au mandat des membres du conseil portuaire nommés par l'arrêté n° 18/288/CM du 19 décembre 2018 qui ne figurent pas dans la composition du conseil portuaire telle que fixée à l'article 1 du présent arrêté.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 18 mars 2019

Martine VASSAL

Arrêté n° 19/075/CM

Délégation de fonction à Madame Arlette Fructus, 17ème Vice-Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2122-18, L. 5211-2, L. 5211-9, L. 5211-10 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Arlette Fructus en qualité de 17^{ème} Vice-Présidente ;
- L'arrêté n° 18/262/CM du 31 octobre 2018 relatif à la délégation de fonction de Madame Arlette Fructus.

CONSIDÉRANT

- Qu'en application de l'article L 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Présidente peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, une partie de ses fonctions à un ou plusieurs Vice-Présidents;
- Qu'il y a lieu, dans l'intérêt du bon fonctionnement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, que la Présidente délègue une partie de ses fonctions aux Vice-Présidents;

- Que ces délégations s'exerceront dans le strict respect des fonctions demeurant de la compétence de la Présidente et excluent donc les signatures de tous actes en matière de ressources humaines.

ARRETE

Article 1 :

Est abrogé l'arrêté n° 18/262/CM du 31 octobre 2018.

Article 2 :

Délégation de fonction est donnée, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, à Madame Arlette Fructus, 17^{ème} Vice-Présidente, en ce qui concerne :

- L'Habitat.

Néanmoins, sont exclus du champ de la présente délégation consentie à Madame Arlette Fructus :

- **les dispositifs opérationnels relatifs à l'habitat indigne et dégradé (notamment les Opérations programmées d'amélioration de l'Habitat, les programmes intérêt général, les programmes de lutte contre l'éradication de l'habitat indigne, les copropriétés dégradées, ainsi que tous les actes et actions en découlant)**
- **ainsi que la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat.**

- La Politique de la Ville

Article 3 :

Pour l'exercice de cette délégation de fonction et dans le champ défini à l'article 2, Madame Arlette Fructus reçoit délégation de signature pour les actes énumérés ci-après :

3.1 Courriers aux Elus :

- 3.1.1. Accusés de réception des courriers reçus par la Métropole Aix-Marseille-Provence émanant d'un Maire pour sa commune.
- 3.1.2. Courriers relatifs à l'instruction d'une demande reçue par la Métropole Aix-Marseille-Provence émanant d'un Maire pour sa commune s'inscrivant dans le cadre de la délégation consentie à l'article 2.
- 3.1.3. Courriers informant des décisions prises par la Métropole Aix-Marseille-Provence (postérieurement à la notification des délibérations ou décisions par la Direction des Assemblées des Séances de la Métropole).
- 3.1.4. Courriers précisant les modalités d'application de ces délibérations ou décisions.

3.2 Courriers aux associations, aux partenaires de la Métropole Aix-Marseille Provence et aux particuliers :

- 3.2.1. Accusés de réception, de courriers reçus par la Métropole Aix-Marseille-Provence émanant d'associations, de partenaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de particuliers.
- 3.2.2. Courriers relatifs à l'instruction d'une demande reçue par la Métropole Aix-Marseille-Provence émanant d'associations, de partenaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de particuliers s'inscrivant dans le cadre de la délégation consentie à l'article 2.
- 3.2.3. Courriers informant des décisions prises par la Métropole Aix-Marseille-Provence (postérieurement à la notification des délibérations ou décisions par la Direction des Assemblées des Séances de la Métropole).
- 3.2.4. Courriers précisant les modalités d'application de ces délibérations ou décisions.

Reçu au Contrôle de légalité le 14 Mars 2019

3.2.5. Courriers relatifs à la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des subventions ou des participations financières approuvés par la Métropole Aix-Marseille-Provence s'inscrivant dans le cadre de la délégation consentie à l'article 2.

3.3 Courriers adressés aux services de l'Etat.

3.4 Délibérations approuvées par le Conseil de Métropole et du Bureau de la Métropole dans le champ de la présente délégation, ainsi que les actes afférents.

Article 4 :

Sont exclues du champ de la présente délégation :

- En raison de sa qualité d'Adjointe au Maire de Marseille, les interventions et décisions portant sur des actions initiées par cette commune.

Article 5 :

Cette délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 6 :

Le présent arrêté prend effet immédiatement.

Article 7 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet du Département des Bouches-du-Rhône et au Comptable Public de Marseille.

Article 8 :

Conformément à l'article R. 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois compter de sa publication / notification.

Article 9 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 14 mars 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 14 Mars 2019

Arrêté n° 19/076/CM

Délégation de fonction de Monsieur Xavier Mery, 5ème membre en qualité de Conseiller Métropolitain du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2122-18, L. 5211-2, L. 5211-9, L. 5211-10 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- Le Procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 013-5490/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 février 2019 relative à l'élection de Monsieur Xavier Mery, 5^{ème} membre en qualité de Conseiller métropolitain du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Qu'en application de l'article L 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Présidente peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, une partie de ses fonctions à un ou plusieurs Vice-Présidents et, en l'absence ou en cas d'empêchement de ces derniers ou dès lors que ceux-ci sont tous titulaires d'une délégation, aux Conseillers Métropolitains élus membres du Bureau ;
- Qu'il y a lieu, dans l'intérêt du bon fonctionnement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, que la Présidente délègue une partie de ses fonctions aux membres du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Reçu au Contrôle de légalité le 14 Mars 2019

- Que ces délégations s'exerceront dans le strict respect des fonctions demeurant de la compétence de la Présidente et excluent donc les signatures de tous actes en matière de ressources humaines.

ARRETE

Article 1 :

Délégation de fonction est donnée, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, à Monsieur Xavier Mery, 5^{ème} membre en qualité de Conseiller métropolitain du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence en qui concerne :

- **Les dispositifs opérationnels relatifs à l'habitat indigne et dégradé, notamment les Opérations programmées d'amélioration de l'Habitat, les programmes intérêt général, les programmes de lutte contre l'éradication de l'habitat indigne, les copropriétés dégradées, ainsi que tous les actes et actions en découlant.**
- **La Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat**

Article 2 :

Pour l'exercice de cette délégation de fonction et dans le champ défini à l'article 2, Monsieur Xavier Mery reçoit délégation de signature pour les actes énumérés ci-après :

2.1 Courriers aux Elus :

- 2.1.1. Accusés de réception des courriers reçus par la Métropole Aix-Marseille-Provence émanant d'un Maire pour sa commune.
- 2.1.2. Courriers relatifs à l'instruction d'une demande reçue par la Métropole Aix-Marseille-Provence émanant d'un Maire pour sa commune s'inscrivant dans le cadre de la délégation consentie à l'article 1.
- 2.1.3. Courriers informant des décisions prises par la Métropole Aix-Marseille-Provence (postérieurement à la notification des délibérations ou décisions par la Direction des Assemblées des Séances de la Métropole).
- 2.1.4. Courriers précisant les modalités d'application de ces délibérations ou décisions.

2.2 Courriers aux associations, aux partenaires de la Métropole Aix-Marseille Provence et aux particuliers :

- 2.2.1. Accusés de réception, de courriers reçus par la Métropole Aix-Marseille-Provence émanant d'associations, de partenaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de particuliers.
- 2.2.2. Courriers relatifs à l'instruction d'une demande reçue par la Métropole Aix-Marseille-Provence émanant d'associations, de partenaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de particuliers s'inscrivant dans le cadre de la délégation consentie à l'article 1.
- 2.2.3. Courriers informant des décisions prises par la Métropole Aix-Marseille-Provence (postérieurement à la notification des délibérations ou décisions par la Direction des Assemblées des Séances de la Métropole).
- 2.2.4. Courriers précisant les modalités d'application de ces délibérations ou décisions.
- 2.2.5. Courriers relatifs à la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des subventions ou des participations financières approuvés par la Métropole Aix-Marseille-Provence s'inscrivant dans le cadre de la délégation consentie à l'article 2.

2.3 Courriers adressés aux services de l'Etat.

Reçu au Contrôle de légalité le 14 Mars 2019

2.4 Délibérations approuvées par le Conseil de Métropole et du Bureau de la Métropole dans le champ de la présente délégation, ainsi que les actes afférents.

Article 3

Cette délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 4 :

Le présent arrêté prend effet immédiatement.

Article 5 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet du Département des Bouches-du-Rhône et au Comptable Public de Marseille.

Article 6 :

Conformément à l'article R. 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois compter de sa publication / notification.

Article 7 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 14 mars 2019

Martine VASSAL

Arrêté n° 19/081/CM

Délégation de fonction à Monsieur Martial Alvarez, 20ème Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2122-18, L. 5211-2, L. 5211-9, L. 5211-10 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 28 février 2019 portant élection de Monsieur Martial Alvarez, 20ème Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 18/193/CM du 2 octobre 2018 relatif à la délégation de fonction de Monsieur Martial Alvarez.

CONSIDÉRANT

- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Présidente peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, une partie de ses fonctions à un ou plusieurs Vice-Présidents ;
- Qu'il y a lieu, dans l'intérêt du bon fonctionnement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, que la Présidente délègue une partie de ses fonctions aux membres du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Que ces délégations s'exerceront dans le strict respect des fonctions demeurant de la compétence de la Présidente et excluent donc les signatures de tous actes en matière de ressources humaines.

ARRETE

Article 1 :

Est abrogé l'arrêté n°18/273/CM du 31 octobre 2018.

Article 2 :

Délégation de fonction est donnée, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, à Monsieur Martial Alvarez, 20ème Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence en ce qui concerne :

- **L'emploi, l'Insertion, Economie sociale et Solidaire**

Article 3 :

Pour l'exercice de cette délégation de fonction et dans le champ défini à l'article 2, Monsieur Martial Alvarez reçoit délégation de signature pour les actes énumérés ci-après :

3.1 Courriers aux Elus :

3.1.1. Accusés de réception des courriers reçus par la Métropole Aix-Marseille-Provence émanant d'un Maire pour sa commune.

3.1.2. Courriers relatifs à l'instruction d'une demande reçue par la Métropole Aix-Marseille-Provence émanant d'un Maire pour sa commune s'inscrivant dans le cadre de la délégation consentie à l'article 2.

3.1.3. Courriers informant des décisions prises par la Métropole Aix-Marseille-Provence (postérieurement à la notification des délibérations ou décisions par la Direction des Assemblées des Séances de la Métropole).

3.1.4. Courriers précisant les modalités d'application de ces délibérations ou décisions.

3.2 Courriers aux associations, aux partenaires de la Métropole Aix-Marseille Provence et aux particuliers :

3.2.1. Accusés de réception, de courriers reçus par la Métropole Aix-Marseille-Provence émanant d'associations, de partenaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de particuliers.

3.2.2. Courriers relatifs à l'instruction d'une demande reçue par la Métropole Aix-Marseille-Provence émanant d'associations, de partenaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de particuliers s'inscrivant dans le cadre de la délégation consentie à l'article 2.

3.2.3. Courriers informant des décisions prises par la Métropole Aix-Marseille-Provence (postérieurement à la notification des délibérations ou décisions par la Direction des Assemblées des Séances de la Métropole).

3.2.4. Courriers précisant les modalités d'application de ces délibérations ou décisions.

3.2.5. Courriers relatifs à la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des subventions ou des participations financières approuvés par la Métropole Aix-Marseille-Provence s'inscrivant dans le cadre de la délégation consentie à l'article 2.

3.3 Courriers adressés aux services de l'Etat.

3.4 Délibérations approuvées par le Conseil de Métropole et du Bureau de la Métropole dans le champ de la présente délégation, ainsi que les actes afférents.

Article 4 :

Sont exclues du champ de la présente délégation :

- En raison de sa qualité de Maire de Port-Saint-Louis-du-Rhône, les interventions et décisions portant sur des actions initiées par cette commune.

Article 5 :

Cette délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 6 :

Le présent arrêté prend effet immédiatement.

Article 7 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet du Département des Bouches-du-Rhône et au Comptable Public de Marseille.

Article 8 :

Conformément à l'article R. 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois compter de sa publication / notification.

Article 9 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 15 mars 2019

Martine VASSAL

Arrêté n° 19/090/CM

Arrêté de réquisition du personnel de la Direction de la Gestion des Equipements Trafic (DGET) de la Métropole Aix-Marseille-Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l’élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Le mouvement de grève national dans la fonction publique annoncé pour la journée du mardi 19 mars 2019 et les préavis de grève déposés par les organisations syndicales ;
- L’information suivant laquelle le mouvement sera suivi en particulier au sein de la Direction de la Gestion des Equipements de Trafic (DGET) de la Métropole Aix-Marseille-Provence, chargée du bon fonctionnement et de la sécurité des usagers dans les tunnels Vieux Port, Joliette, Major et Saint Charles qui assurent la fluidité du trafic routier de l’agglomération marseillaise;
- L’impossibilité de maintenir ces tunnels ouverts dans des conditions de sécurité optimales en l’absence du nombre requis d’agents d’exploitation ;
- Que toutefois la fermeture des tunnels serait de nature à remettre en cause gravement la sécurité des personnes en raison de l’impossibilité pour les services de secours d’urgence ou d’incendie de porter assistance à la population en cas d’accident ou de toute autre menace visant les personnes ;

- Qu'il est urgent d'assurer la fluidité du trafic routier dans et à proximité immédiate de l'agglomération marseillaise ;
- Que dans ce contexte, il convient de remédier par des mesures appropriées et proportionnées à cette situation ;
- Que l'urgence de la situation et le risque sérieux d'atteinte à l'ordre public justifient la réquisition des personnels de la Direction de la Gestion des Equipements de Trafic de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

ARRETE

Article 1 :

Les personnels dont les noms suivent sont requis aux dates et heures mentionnées ci-après pour assurer leurs fonctions habituelles concernant la surveillance et la sécurité des tunnels Vieux Port, Joliette, Major et Saint-Charles

- M. Hamid NADOURI demeurant 26 rue Colbert 83470 Saint Maximin la Sainte Baume, à partir du lundi 18 mars 2019 à 21h30 jusqu'au mardi 19 mars 2019 à 6h00 ;
- M. Rachid REZZOUG demeurant les Jardins de Saint Just 36 avenue André Bacon 13013 Marseille, à partir du lundi 18 mars 2019 à 21h30 jusqu'au mardi 19 mars 2019 à 6h00 ;
- M. Houcine BENHABI demeurant chemin de l'Adous 70 route de Gardanne 13710 Gardanne, à partir du lundi 18 mars 2019 à 21h30 jusqu'au mardi 19 mars 2019 à 6h00 ;
- Mme. Fathia HADDAOUI demeurant 1 boulevard Arthur Michaud 13015 Marseille, à partir du lundi 18 mars 2019 à 21h30 jusqu'au mardi 19 mars 2019 à 6h00 ;
- M. Kévin DEVEDU demeurant 425 chemin des Baumelles 83270 Saint Cyr sur Mer, le mardi 19 mars 2019 de 5h30 à 14h00 ;
- M. Roger ROUX demeurant 12 impasse Jourdan 13009 Marseille, le mardi 19 mars 2019 de 13h30 à 22h00 ;
- M. Mohamed BENBRIK demeurant 27 rue Barthélémy 13001 Marseille, le mardi 19 mars 2019 de 13h30 à 22h00 ;

Article 2 :

A défaut d'exécution du présent ordre de réquisition il pourra être procédé à son exécution d'office.

Article 3 :

Le présent ordre de réquisition sera notifié aux agents requis par la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Reçu au Contrôle de légalité le 15 Mars 2019

Article 4 :

Conformément aux dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, un recours contentieux peut être formé devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 15 mars 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 15 Mars 2019

DÉCISIONS



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/170/D

ZAC du technopôle de Château-Gombert - Marseille 13ème arrondissement - convention de participation constructeur passée avec la SAS Extensio et la SARL Quorum promotion - PC 013055 18 000600 PO

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L.311-4 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil municipal de Marseille n° 86/243/UCV du 28 avril 1986 approuvant le dossier de création la ZAC du technopole de Château-Gombert ;
- La délibération du Conseil municipal de Marseille n° 88/113/UCV du 28 mars 1988 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC du technopole de Château-Gombert ;
- La convention de concession passée entre le Syndicat d'Economie Mixte et la SOMICA (devenue par la suite Marseille Aménagement puis SOLEAM), notifiée à la SOMICA le 27 octobre 1988 ;
- La délibération du Conseil communautaire de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole n° FTCT008-1420/15/CC du 23 octobre 2015 et l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2015, transférant à compter du 1^{er} janvier 2016 l'opération à la Métropole Aix-Marseille Provence ;

Reçu au Contrôle de légalité le 18 Mars 2019

- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que La ZAC du technopole de Château-Gombert s'inscrit dans les opérations de compétence métropolitaine ;
- Que la SOLEAM (substituée à Marseille Aménagement) est chargée, en tant qu'aménageur de la ZAC, de réaliser l'ensemble des travaux d'aménagement de la zone ;
- Que la Ville de Marseille a décidé au moment du dossier de création de la ZAC d'exclure du champ d'application de la taxe locale d'équipement (TLE) les constructions édifiées dans la ZAC, ce qui a pour effet de soumettre celles-ci au régime des participations en ZAC ;
- Que la SAS Extentio et la SARL Quorum Promotion ont signé deux promesses de vente portant sur l'acquisition de plusieurs parcelles situées à Marseille (13^{ème} arrondissement), cadastrées commune de Marseille - Quartier Château-Gombert - Section B - n°183, 248, et 250 , sises n°34 et 28 Chemin des Lamberts, et ont déposé le 31/10/2018 une demande de permis de construire n° PC 013055 18 00600 PO pour la construction d'un ensemble immobilier de 18 logements collectifs en R+2 et 2 villas d'une surface de plancher totale de 1 314 m² ;
- Que le terrain d'assiette de ce programme immobilier est situé dans le périmètre de la ZAC du technopole de Château-Gombert, en secteur UzcgCb du Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille ;
- Que la convention porte sur le versement de la participation financière du constructeur au coût des équipements publics de la ZAC estimée à un montant de 137 970,00 euros, somme révisable en fonction de l'indice TP01 ;
- Que la convention constitue une pièce obligatoire du dossier de permis de construire et qu'elle doit être conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence (MAMP) et le constructeur conformément à l'article L 311-4 susvisé ;
- Que les équipements publics correspondant à la participation sont financés et réalisés par la SOLEAM.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention de versement de la participation financière de la SAS Extentio et la SARL Quorum Promotion au coût des équipements publics de la ZAC du technopole de Château-Gombert d'un montant de 137 970,00 euros.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention.

Article 3 :

La participation constructeur sera versée directement à la SOLEAM pour être inscrite en recettes au bilan de la ZAC du technopole de Château-Gombert.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 18 mars 2019

Martine VASSAL

**ZAC DE CHATEAU GOMBERT
13013 MARSEILLE**

**CONVENTION DE PARTICIPATION
EXTENTIO ET QUORUM PROMOTION**

**(Construction logements collectifs et villas - Chemin des Lamberts)
PC 013055 18 000600PO**

ENTRE :

LA METROPOLE D'AIX-MARSEILLE-PROVENCE, représentée par sa Présidente, Madame Martine VASSAL, habilitée à cet effet par procès-verbal du Conseil de Métropole FAG 001-4256/18 CM, en date du 20 septembre 2018,

Ci-après désignée par « La Métropole »

D'une part,

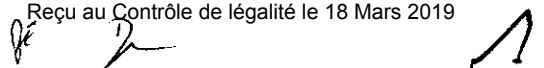
Et :

EXTENTIO, SAS au capital de **20 000,00 €**, inscrite au RCS de TOULON, au numéro SIRET 809565658, dont le siège social est situé 5, avenue de Hambourg 13008 Marseille représentée par Monsieur Didier GIRARD, agissant en sa qualité de Gérant de la SARL PROMOTION DEVELOPPEMENT EQUITY, Présidente de la SAS EXTENTIO, nommée aux dites fonctions en vertu des statuts et ayant tous pouvoirs tant en vertu de la loi que desdits statuts et dûment habilité à signer la convention de participation, selon le procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 18 octobre 2018.

QUORUM PROMOTION, SARL au capital de **5 000,00 €**, inscrite au RCS de MARSEILLE, au numéro SIRET 839 115 664, dont le siège social est situé 112, rue Dragon 13006 Marseille représentée par Monsieur Patrice ESCOFFIER, agissant en sa qualité de gérant de la SARL QUORUM PROMOTION, nommée aux dites fonctions en vertu des statuts et ayant tous pouvoirs tant en vertu de la loi que desdits statuts, et dûment habilité à signer la convention de participation selon le procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 6 novembre 2018.

Les parties contracteront les obligations mises à leur charge aux termes des présentes solidairement entre elles, sans que cette solidarité soit nécessairement rappelée chaque fois.

Ci-après désigné "le Constructeur",



D'autre part,

Est également intervenue à la présente convention de participation, en vertu de la Concession d'Aménagement signée le 28 avril 1986, la SOLEAM, **Société Publique Locale** au capital de 5 000 000 euros dont le siège social est situé à l'Hôtel de Ville de la Ville de Marseille et son siège administratif au 49, La Canebière - CS80024 - 13232 Marseille Cedex 1.

Inscrite au registre du Commerce et des Sociétés de Marseille, sous le n° SIREN 524 460 888, représentée par Monsieur Jean-Yves MIAUX, Directeur Général en vertu d'une délibération du Conseil d'Administration de la Société, en date du 26 juin 2014.

Ci-après dénommée « SOLEAM » ou « l'Aménageur ».

Il a été préalablement exposé ce qui suit :

- La ZAC de Château Gombert, sous maîtrise d'ouvrage du Syndicat Mixte d'Équipement de Marseille, a été créée par délibération du Conseil Municipal N°86/243/UCV, en date du 28 Avril 1986
- Le dossier de réalisation de la ZAC de Château Gombert a été approuvé par délibération du Conseil Municipal N°88/113 UCV en date du 28 Mars 1988 qui comprenait le Plan d'Aménagement de Zone de la ZAC et le programme des Équipements Publics.
- Le Syndicat Mixte d'Équipement de Marseille a décidé par délibération du Comité Syndical en date du 4 Juillet 1988 de confier à la société Marseille Aménagement, l'aménagement de la zone à travers une Convention de Concession devenue depuis Convention Publique d'Aménagement. La Ville de Marseille, directement en charge de cette opération, a reconduit Marseille Aménagement dans ses missions. Suite à la fusion absorption de la Société Marseille Aménagement avec la SOLEAM le 28 novembre 2013, SOLEAM est devenue l'aménageur de la ZAC de Château Gombert.
- Par Arrêté préfectoral du 28 décembre 2015, l'opération d'aménagement de la ZAC de Château Gombert a été transférée de la Ville de Marseille à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 31 décembre 2015.
- A compter du 1er janvier 2016, l'opération d'aménagement de la ZAC de Château Gombert relève de la compétence de Aix Marseille Métropole.
- La Ville a également décidé au moment du dossier de création d'exclure du champ d'application de la Taxe Locale d'Équipement (TLE) les constructions édifiées dans la ZAC, ce qui a pour effet de soumettre celles-ci au régime des participations en ZAC.
- L'Aménageur de la ZAC, la SOLEAM a souhaité laisser aux propriétaires en place dans la ZAC, qui n'auraient dès lors pas acquis leurs terrains de l'aménageur, la possibilité de réaliser une opération immobilière à condition qu'elle corresponde au programme de la ZAC, ceci dans le respect des documents organiques de la zone, notamment le document d'urbanisme applicable et le Programme des Équipements Publics.
- Il a donc été décidé de demander aux constructeurs concernés, exonérés de taxe d'aménagement ainsi qu'il est dit ci-dessus, de participer au coût d'équipement de la zone par la signature d'une convention ayant pour objet, conformément aux dispositions de l'article L 311-4 du Code de l'Urbanisme, de mettre à leur charge le coût des équipements à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans la zone.

- En 2012, la taxe d'aménagement (TA) s'est substituée à la Taxe locale d'équipement (TLE). Elle a été instaurée par Marseille Provence Métropole par délibération du 21 octobre 2011, et par le Conseil Général des Bouches du Rhône (CG 13) par délibération du 24 juin 2011. En ZAC, le constructeur est exonéré de la part intercommunale de la TA mais il reste assujéti à la part départementale.
- Le Constructeur est signataire d'un compromis de vente en vue de l'acquisition d'un terrain situé chemin des Lamberts (13013) cadastré Commune de Marseille, **Quartier Château Gombert (879), Section B, parcelles n°183**. Ce terrain est situé dans la ZAC de Château Gombert et compris en outre en secteur **UzcgCb** du PLU de Marseille en vigueur.
- Le constructeur a déposé le **31/10/2018** un **permis de construire n° PC 013055 18 000600P0** relatif à la construction de dix-huit logements collectifs en R+2 avec un niveau de sous-sol et deux villas avec garages d'une SDP totale de **1 314 m²**.

La présente convention porte sur le versement de la participation financière du Constructeur au coût des équipements publics de la ZAC, en application de l'article L311-4 dernier alinéa du Code de l'Urbanisme résultant de la loi « SRU » du 13 décembre 2000 et de son Décret d'application n°2001.61 du 27/03/2001.

Cette convention doit être passée entre la Métropole et le Constructeur conformément à l'article L 311-4 susvisé.

Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION :

La présente convention a pour objet de déterminer les conditions dans lesquelles le Constructeur participe au coût des équipements publics inscrits au programme des équipements publics de la ZAC de Château Gombert et mis à la charge des constructeurs, tel que celui-ci a été approuvé dans le cadre du dossier de réalisation de l'opération d'aménagement réalisée par la SOLEAM, concessionnaire de la ZAC.

ARTICLE 2 : DESIGNATION DU TERRAIN CONCERNE :

La présente convention concerne le terrain situé sur le territoire de la Commune de Marseille ainsi désigné :

Parcelles cadastrées, **Quartier Château Gombert, Section B, n°183, 248, 250, 283**
 Superficie totale : **2865 m²**
 Sises **Chemin des Lamberts - 13013 Marseille.**

Il est ici précisé que le constructeur a signé 2 promesses de vente en vue de l'acquisition de cette assiette foncière, à savoir :

- Pour les références cadastrales : 183, 248 et 250 au 38 chemin des Lamberts, l'acquéreur a signé le 23 mars 2018 une promesse avec Mme MIREILLE GORLIER ; la dite promesse expirant le 26 août 2019.
- Pour la référence cadastrale 283 au 34 chemin des Lamberts 13013, l'acquéreur a signé le 31 juillet 2018 une promesse avec Madame PAULON Martine, Monsieur, KNEBEL Stéphane, Madame KNEBEL Mélaïne ; la dite promesse expirant le 26 août 2019

ARTICLE 3 : PROGRAMME DE CONSTRUCTION :

Le programme de construction du Constructeur, tel que figurant dans le permis de construire déposé sous le n° **PC 013055 18 000600P0** pour un programme total de **1 314m² de SDP à vocation d'habitations.**

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DU CONSTRUCTEUR :

- 4.1.** Le Constructeur accepte toutes les conséquences juridiques, administratives et financières résultant de l'inclusion du terrain susvisé à l'article 2 dans la ZAC de Château Gombert. De ce fait, le Constructeur accepte de soumettre les constructions qu'il réalisera à l'ensemble des droits et obligations résultant des documents organiques de la ZAC dont il reconnaît avoir pris connaissance pour avoir été remis par SOLEAM, aménageur de la ZAC, notamment le document d'urbanisme applicable et son règlement, ainsi qu'aux servitudes afférentes.
- 4.2.** Le Constructeur déclare se soumettre également, pour celles qui lui sont applicables aux clauses et conditions figurant à la convention d'association des propriétaires fonciers, ~~dont il a eu communication~~ : **sans objet**
- 4.3.** Le Constructeur devra obtenir l'accord préalable de SOLEAM sur ses propres projets concernant notamment ses réseaux, voirie intérieure, ses espaces libres et ses objectifs environnementaux afin que celui-ci puisse notamment s'assurer du respect des dispositions prévues au document d'urbanisme applicable.
- 4.4.** Le Constructeur déclare d'ores et déjà avoir parfaite connaissance des documents visés ci-dessus pour en avoir eu copie avant les présentes.

ARTICLE 5 : DETERMINATION DE LA PARTICIPATION FINANCIERE DU CONSTRUCTEUR AU COUT DES EQUIPEMENTS PUBLICS :

- 5.1** Les modalités prévisionnelles de financement de la ZAC de Château Gombert, joint au dossier de réalisation actualisé dans le cadre du bilan de concession de la ZAC arrêté au 31 décembre 2017 fait apparaître un montant total de **55 194 517 euros** imputable au titre des études et dépenses générales d'aménagement, voirie et réseaux, à engager par SOLEAM, aménageur pour répondre aux besoins des futurs habitants et usagers des constructions qui seront édifiées dans la ZAC.

Le montant de la participation exigée des constructeurs en ZAC est de :

- 105€ /m² de locaux à usage logements libres

Aussi, en considération du programme de construction visé à l'article 3 ci-dessus, la participation est prévisionnellement fixée ainsi :

105€/m²x1 314m² pour la partie du programme en logements = 137 970,00 €

**soit un montant total de la participation de 137 970,00 €
(cent trente-sept mille neuf cent soixante-dix euros)**

- 5.2.** Le montant définitif de la participation sera calculé sur la base de la SDP effectivement autorisée, dans le cas d'une modification mineure du programme prévisionnel, par le ou les permis de construire obtenus par le Constructeur.

- 5.3. Pour le cas où le Constructeur obtiendrait un ou plusieurs permis de construire, éventuellement modificatifs, permettant la mise en œuvre d'une surface de plancher différente de celle déjà autorisée par le ou les précédents permis, un avenant à la présente convention serait nécessaire.

ARTICLE 6 : PAIEMENT DE LA PARTICIPATION :

- 6.1. Compte tenu des modalités de financement des équipements publics prévus par le programme des équipements publics de la ZAC, conformément aux dispositions de la convention n° 08 554 en date du 16 mai 2008 (article 3) passée entre la Collectivité et l'aménageur, le CONSTRUCTEUR versera le montant de la participation prévue par la présente convention directement à la SOLEAM, selon les modalités ci-après définies.

- 6.2. Règlement :

100 % de la participation « dans les 10 jours suivants » la réitération des ventes des terrains visés à l'article 2 des présentes et après délivrance et purge du Permis de Construire, soit la somme de 137 970,00€.

En outre, dans le cas où le permis de construire serait transféré dans les conditions de l'article 8, la participation sera à régler en intégralité dès délivrance de l'arrêté de transfert du permis ; quand bien même la vente du terrain ne serait pas réitérée.

- 6.3. La participation est révisable en fonction de l'indice TP 01, soit indice de base : TP01 juillet 2018 = 108,1 et l'indice de comparaison étant le dernier publié à la date du paiement effectif. Le montant définitif de la participation sera donc ainsi défini :

$$P = (\text{part de participation prévisionnelle versée} \times \text{TP01 connu à la date du paiement effectif}) / \text{TP 01 valeur de base}$$

Soit : **137 970,00€** x TP01 connu à la date du paiement effectif =€
108,1

- 6.4. Passées leur date d'échéance, les sommes dues porteront intérêt au taux légal majoré de 4 points sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure et sans que le paiement de ces intérêts dégage le Constructeur de son obligation de payer à la date prévue.

ARTICLE 7 : GARANTIE DU PAIEMENT DE LA PARTICIPATION AU TITRE DE LA PRESENTE CONVENTION

Pour garantir le paiement des sommes dues au titre de la présente convention de participation, le Constructeur s'oblige à fournir, à sa signature, une caution bancaire d'une validité de 2 ans, répartie à hauteur de 50% pour QUORUM PROMOTION et 50% pour EXTENSIO, garantissant, en renonçant aux privilèges de discussion et de division ainsi qu'au bénéfice des articles 2032 et 2039 du code civil, le paiement de la participation financière au coût des équipements publics de la ZAC tel que fixé à l'article 6 ci-dessus. En outre, si la caution bancaire venait à expirer avant la purge du permis et/ou la réitération de la vente du terrain, le constructeur s'engage à produire une nouvelle caution bancaire d'une validité de 2 ans.

ARTICLE 8 : MUTATION/TRANSFERT :

Avant toute cession ou transfert de permis de construire, le Constructeur devra informer par écrit la Métropole et SOLEAM.

Dans le cas où le Constructeur transférerait à un tiers, après information de la Métropole et SOLEAM tout ou partie du permis concerné, le paiement de l'intégralité de la participation est exigible préalablement au transfert conformément à l'article 6 des présentes

ARTICLE 9 : CADUCITE DE LA CONVENTION :

La présente convention n'est pas limitée dans la durée. En cas de péremption du permis de construire par application de l'article R 424.17 à R424-20 du Code de l'Urbanisme, et abandon de l'opération, justifié par un arrêté de retrait de permis, la présente convention sera considérée comme caduque et les participations payées seront intégralement reversées au Constructeur.

ARTICLE 10 : LITIGES :

Tout litige résultant de l'application de la présente convention sera du ressort du Tribunal Administratif de Marseille.

ARTICLE 11 : FRAIS :

Les frais de timbre et d'enregistrement de la présente convention seront à la charge du Constructeur qui s'y oblige.

ANNEXE : Extrait du dernier CRAC

Fait à MARSEILLE,
le
En quatre exemplaires

Pour la METROPOLE,

Le Président, et par délégation.....

Pour le CONSTRUCTEUR,

Représentée par

SAS EXTENTIO
LA ROCHETTE - RN97
83200 SILLON - MARSEILLE
RCS TOULON 809 565 658

Pour l'Aménageur, SOLEAM

Le Directeur Général,

M. Jean Yves MIAUX

QUORUM PROMOTION
Tél : 04 91 92 00 11
SIRET 811 111 111
N° TVA intracomm. 48
112, rue Dr. ...
13294 MARSEILLE CE

91 

ANNEXE N° 1 : EXTRAIT DU BILAN DU DERNIER CRAC APPROUVÉ

Le Compte Rendu annuel à la Collectivité établi au 31/12/2017 et approuvé par la Ville de Marseille en date du 28 juin 2018 fixe le montant des participations à percevoir sur les différents terrains privés inclus dans le périmètre de la ZAC de la manière suivante :

CRECHES	70 €/m² SDP
COMMERCES / SERVICES	125 €/m² SDP
HÔTELS	105 €/m² SDP
PROMOTION IMMOBILIERES / BUREAUX	85 €/m² SDP
ACTIVITÉS/LABORATOIRES EN CENTRE URBAIN	70 €/m² SDP
ACTIVITÉS/LABORATOIRES HORS CENTRE URBAIN	60 €/m² SDP
RÉSIDENCES ÉTUDIANTES	105 €/m² SDP
LOGEMENTS SOCIAL	25 €/m² SDP
LOGEMENTS COÛT MAÎTRISE	90 €/m² SDP
LOGEMENTS LIBRES	105 €/m² SDP

Décision n° 19/201/D

Mission élu : Monsieur Richard Mallié - Invitation OCDE : 4ème Réunion des Maires Champions pour la Croissance Inclusive et la 7ème Table ronde des Maires et des Ministres de l'OCDE - 17, 18, 19 mars 2019 - Athènes

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 portant élection de Monsieur Richard Mallié, en qualité de 2^{ème} Vice-président délégué aux Relations internationales et européennes ;
- La délibération n° FAG 085-567/16/CM du 30 juin 2016 relative aux frais de remboursement des membres du Bureau.

CONSIDÉRANT

- Que Monsieur Richard Mallié est Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence délégué aux Relations internationales et européennes.

DECIDE

Article 1 :

Monsieur Richard Mallié se rendra à Athènes les 17, 18, 19 mars 2019 pour honorer deux invitations de l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economique). D'une part, à la 7^{ème} Table ronde des Maires et des Ministres de l'OCDE, organisée conjointement par l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economique le Ministère de l'Economie et du Développement de la Grèce et la ville d'Athènes. D'autre part, à la 4^{ème} Réunion des Maires Champions pour la Croissance Inclusive de cette organisation.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 14 mars 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/202/D

Décision d'ester en justice- Désignation du groupement SELARL SINDRES/SCP d'avocats VEDESI pour défendre les intérêts de la Métropole dans le cadre de plusieurs instances relatives à des contestations de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Les requêtes n°1503750-6, n°1702170-6, n°1805429-6, n°1805388-6, n°1805421-6, n°1805426-6, n°1805428-6, n°1805424-6, n°1805425-6, n°1805387-6, n°1804816-6, n°1804797-6, n°1804813-6, n°1804800-6, n°1804799-6, n°1805644-6 par lesquelles plusieurs sociétés ont contesté la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères au titre des années 2013 à 2017.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par le Groupement SELARL Sindres / SCP d'Avocats Vedesi, 28 rue d'Enghien 69 002 Lyon.

Article 2 :

Les honoraires dus au Groupement SELARL Sindres / SCP d'Avocats Vedesi pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 11 mars 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Mars 2019

Décision n° 19/203/D

Mise à disposition préalable au transfert de propriété d'un terrain appartenant à Habitat Marseille Provence Aix-Marseille-Provence Métropole pour la réalisation des travaux de parachèvement liés à la L2. Projet de rénovation urbaine du Vallon de Malpassé à Marseille 13ème arrondissement.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La convention portant mise à disposition préalable au transfert de propriété.

PREAMBULE

Dans le périmètre du projet de rénovation urbaine du Vallon de Malpassé à Marseille 13ème arrondissement, la Métropole Aix-Marseille-Provence a sollicité Habitat Marseille Provence en vue d'obtenir la mise à disposition préalable au transfert de propriété d'une emprise foncière nécessaire à la réalisation d'un cheminement piéton et d'une piste cyclable le long du mur acoustique existant de la L2 et à proximité du futur skate parc de compétence municipale.

CONSIDÉRANT

- Que dans le cadre du projet de rénovation urbaine du Vallon de Malpassé à Marseille 13^{ème} arrondissement, la Métropole Aix-Marseille-Provence a besoin qu'une emprise foncière appartenant à Habitat Marseille Provence lui soit mise à disposition afin de permettre le démarrage des travaux d'aménagement d'un cheminement piéton et d'une piste cyclable le long du mur acoustique de la L2 ;
- Qu'à cette fin, une convention portant mise à disposition préalable au transfert de propriété doit être conclue entre Habitat Marseille Provence, propriétaire du terrain et la Métropole Aix-Marseille-Provence, maître d'ouvrage du chantier.

DECIDE

Article 1 :

Est signée avec Habitat Marseille Provence une convention portant mise à disposition au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une emprise foncière d'une superficie de 182 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section 881 A n° 256.

Cette convention est conclue entre les partenaires à titre gracieux, sa résiliation interviendra de plein droit à la signature de l'acte de transfert de propriété du terrain en cause.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 11 mars 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/204/D

Approbation de la convention d'occupation temporaire à titre gratuit, des parcelles cadastrées section AS n° 67 à Fos-sur-Mer, section AA n° 63 et section K n° 359 à Istres, au bénéfice du Syndicat Mixte de gestion de la nappe phréatique de la Crau (SYMCRAU), dans le cadre du maintien de piézomètres permettant le suivi quantitatif de la ressource en eau de la nappe de la Crau

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire des parcelles cadastrées section AS n° 67 Lieudit La Plaine Ronde à Fos-sur-Mer, section AA n° 63 Lieudit Le Moutonnier et section K n° 359 Lieudit Prignan à Istres ;
- Que la convention d'occupation desdits terrains à titre gratuit consentie au Syndicat Mixte de gestion de la nappe phréatique de la Crau (SYMCRAU), en vertu de la décision n° 179/12 du 2 mars 2012, dans le cadre de l'implantation de piézomètres permettant le suivi quantitatif de la ressource en eau de la nappe de Crau, est arrivée à échéance ;

- Que le SYMCRAU a fait part de son souhait de disposer d'une période de mise à disposition supplémentaire afin de poursuivre ses missions permettant de donner une vision actualisée de l'état de ressource en eau notamment en situation de sécheresse pour une gestion préventive au bénéfice des usages prioritaires tels que l'eau potable ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est favorable à cette reconduction, et qu'une convention d'occupation temporaire du domaine privé doit être formalisée par une nouvelle convention.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention d'occupation temporaire du domaine privé entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le SYMCRAU pour le maintien des trois piézomètres implantés sur les parcelles cadastrées section AS n° 67 lieudit La Plaine Ronde à Fos-sur-Mer, section AA n° 63 Lieudit Le Moutonnier et section K n° 359 Lieudit Prignan à Istres.

Article 2 :

La présente convention d'occupation temporaire du domaine privé est conclue pour une durée six ans.

Article 3 :

La présente convention est conclue à titre gratuit.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la Présente décision.

Fait à Marseille, le 14 mars 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/205/D

Abrogation de la décision n° 18/158/D du 26 mars 2018 relative à la convention d'occupation temporaire du bâtiment E du Centre Educatif et Culturel des Heures Claires à Istres consentie à l'école de Design ESDAC.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La décision n° 18/158/D du 26 mars 2018 relative à la mise à disposition de locaux du bâtiment E du CEC Les Heures Claires à Istres au bénéfice de l'école de design ESDAC.

CONSIDÉRANT

- Que l'Institut Professionnel Supérieur d' Art et d'Administration (IPSAA), qui dispose d'un réseau d'écoles ESDAC offrant à ses étudiants toutes les options d'études supérieures dans l'ensemble des filières du design dans ses campus d'Aix-en-Provence, Marseille, Montpellier, Clermont-Ferrant et Nice, souhaite s'implanter dans un sixième lieu ambitieux afin de répondre à la demande de formation en matière de design et d'arts appliqués de la jeunesse du pourtour de l'étang de Berre en ouvrant l'école ESDAC Istres-Ouest Provence Métropole ;

- Que la Métropole Aix-Marseille Provence / Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence a confirmé sa volonté d'accueillir un établissement qui permettra aux jeunes gens du territoire de vivre un parcours d'études supérieures au cœur de leur bassin de vie particulièrement dynamique en matière culturelle ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est gestionnaire du bien immobilier dénommé Centre Educatif et Culturel (C.E.C.) Les Heures Claires, sis avenue Radolfzel à Istres, dont une partie du bâtiment E correspond aux besoins de l'école ESDAC Istres-Ouest Provence Métropole pour l'accueil des élèves et la dispense des cours de formation en matière de design et d'arts appliqués ;
- Que suite à des travaux survenus sur ledit bâtiment E, il ne peut plus être envisagé d'accueillir l'école ESDAC, il convient d'abroger la convention de mise à disposition de locaux.

DECIDE

Article 1 :

Est abrogée la décision n° 18/158/D du 26 mars 2018.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 14 mars 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/206/D

Mise à disposition préalable au transfert de propriété de terrains appartenant à Habitat Marseille Provence Aix-Marseille-Provence Métropole pour la réalisation de la requalification de la rue Marathon et l'aménagement de l'esplanade des cèdres Nord. Projet de rénovation urbaine du Vallon de Malpassé à Marseille 13ème arrondissement.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La convention portant mise à disposition préalable au transfert de propriété.

PREAMBULE

Dans le cadre du projet de rénovation urbaine du Vallon de Malpassé à Marseille 13ème arrondissement, la Métropole Aix-Marseille-Provence a sollicité Habitat Marseille Provence en vue d'obtenir la mise à disposition préalable aux transferts de propriété des emprises foncières nécessaires à la réalisation de la requalification de la rue Marathon et l'aménagement de l'esplanade des Cèdres Nord.

CONSIDÉRANT

- Que dans le cadre du projet de rénovation urbaine du Vallon de Malpassé à Marseille 13^{ème} arrondissement, la Métropole Aix-Marseille-Provence a besoin que des emprises foncières appartenant à Habitat Marseille Provence lui soient mises à disposition afin de permettre le démarrage des travaux d'aménagement de la rue Marathon et de l'esplanade des Cèdres Nord ;
- Qu'à cette fin, une convention de mise à disposition préalable aux transferts de propriété doit être conclue entre Habitat Marseille Provence, propriétaire des terrains et la Métropole Aix-Marseille-Provence, maître d'ouvrage du chantier.

DECIDE

Article 1 :

Est signée avec Habitat Marseille Provence une convention portant mise à disposition au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence des emprises foncières suivantes pour une contenance totale de 2 891 m² environ :

- 1 852 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section 881 L n° 52 ;
- 1 039 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section 881 L n° 52.

Cette convention est conclue entre les partenaires à titre gracieux, sa résiliation interviendra de plein droit à la signature des actes de transfert de propriété des terrains en cause.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 11 mars 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Mars 2019

Décision n° 19/207/D

Convention autorisant le passage sur les parcelles cadastrées section A numero 2860 et AI numero 106 sises lieudit le Ventillon à Fos-sur-Mer, au bénéfice de la société La Menudelle Enrobés

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille Provence.

CONSIDÉRANT

- Que depuis le 7 avril 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire des parcelles de terrain nu cadastrées section A n° 2860 et AI n° 106 sises lieudit Le Ventillon à Fos-sur-Mer et que lesdites parcelles sont situées dans le périmètre de la Réserve Nationale Naturelle du Coussoul de Crau ;
- Que la société La Menudelle Enrobés autorisée, par l'arrêté préfectoral n° 2010-256 du 25 juin 2010, à exploiter une centrale d'enrobage à chaud sur le site de la Menudelle en bordure de la Réserve Naturelle sur la commune de Saint-Martin de Crau, emprunte une piste d'accès dont une section d'environ 1377 mètres traverse les parcelles métropolitaines ;

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a répondu favorablement à la demande de la société La Menudelle Enrobés qui souhaite conserver provisoirement la jouissance de l'utilisation de la piste, dans l'attente d'un accès alternatif, en cours d'étude, évitant le périmètre de la Réserve Naturelle ;
- Qu'en conséquence, il convient de formaliser cette utilisation par une convention autorisant le passage provisoire sur les parcelles cadastrées section A n° 2860 et AI n° 106 sises lieudit Le Ventillon à Fos-sur-Mer.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention d'occupation temporaire autorisant le passage provisoire sur les parcelles cadastrées section A n° 2860 et AI n° 106 sises lieudit Le Ventillon à Fos-sur-Mer, au bénéfice de la société La Menudelle Enrobés.

Article 2 :

La présente convention est accordée pour une durée de cinq ans compter de sa date de signature.

Article 3 :

La présente convention est consentie à titre gratuit.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 18 mars 2019

Martine VASSAL



La Métropole Aix-Marseille-Provence

BP 48014 – 13567 MARSEILLE Cedex 02

Territoire Istres-Ouest Provence
Chemin du Rouquier – BP 10647 - 13808 ISTRES Cedex

SERVICE ACTION FONCIERE
Direction des Affaires Immobilières
Tel: 04.42.55.97.83
contact.foncier.istresouestprovence@ampmetropole.fr

Entre :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, représentée par Madame Martine VASSAL, sa présidente, dont le siège est situé BP 48014, 13567 Marseille Cedex 02, dûment habilité aux fins de signature des présentes par la décision n° ----- en date du ----- 2019.

Ci-après dénommée "LA METROPOLE"

D'une part,

Et :

La société LA MENUDELLE ENROBES, représentée par Monsieur Frédéric TOMASELLA en sa qualité de co-gérant, dont le siège est situé lieudit « la Ménudelle » 13551 SAINT MARTIN DE CRAU.

ci-après dénommée « LE BENEFICIAIRE »

D'autre part,

PRÉAMBULE

La Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire des parcelles sises à proximité du rond-point de la Fossette dans le secteur du Ventillon à Fos-sur-Mer, cadastrées section A n° 2860 et AI n°106 et figurant à son inventaire au titre des réserves foncières depuis leur acquisition le 7 avril 2017.;

Lesdits terrains, en nature de steppe sèche, sont entièrement compris dans le périmètre de la Réserve Nationale des Coussouls de Crau, site naturel protégé inscrit dans une action du Plan de Gestion des Espaces Naturels porté par le Grand Port Maritime de Marseille, en lien avec les différents propriétaires du site pour la mise en place d'un plan de circulation qui comprend notamment la fermeture de certains accès.

La société La Menudelle Enrobés (LME), autorisée par l'arrêté préfectoral n°2010-256 du 25 juin 2010 à exploiter une centrale d'enrobage à chaud sur le site de la Menudelle situé sur la commune de saint Martin de Crau à proximité immédiate de la partie NO de la Réserve Naturelle des Coussouls de Crau, emprunte, pour l'accès à ses installations, une piste dont une section d'environ 1377 mètres est traverse les parcelles A2860 et AI106 susvisées.

L'arrêté préfectoral n°2010-256 du 25 juin 2010, dans son chapitre 8.3., fait mention de cet accès aux installations de la société LME et précise que « l'exploitant s'engage à rechercher un accès alternatif aux installations évitant le périmètre de la Réserve Naturelle et optimisant le raccordement sur le rond-point de la Fossette ».

La société LME a entrepris plusieurs actions et entamé des pourparlers avec les différents propriétaires privés du site dans le but de réaliser l'accès alternatif préconisé mais n'a pas encore abouti dans ces démarches.

Dans l'attente, le passage quotidien des engins de la société LME sur la partie de la piste constituée des parcelles A2860 et AI106 de propriété métropolitaine relève d'une occupation du domaine de la personne publique qu'il convient de formaliser par la délivrance d'un titre d'occupation.

CECI ETANT EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1- DESTINATION DES LIEUX – JOUISSANCE

LA METROPOLE autorise le passage sur les parcelles cadastrées section A n°2860 et AI n°106 (piste d'environ 1377 mètres), sises à proximité du rond-point de la Fossette dans le secteur du Ventillon à Fos-sur-Mer, pour les besoins d'accès du BENEFICIAIRE à ses installations (installations LME et carrière SCLM) dans le respect des modalités portées au chapitre 8.3 de l'arrêté préfectoral n°2010-256 du 25 juin 2010 portant autorisation d'exploiter une centrale d'enrobage à chaud sur le site de la Menudelle situé sur la commune de saint Martin de Crau et dans l'attente de la réalisation d'un accès alternatif.

Par la présente, LE BENEFICIAIRE se voit attribuer un droit de passage provisoire sur les lieux décrits ci-avant, étant précisé qu'il ne pourra, à aucun moment, revendiquer un quelconque droit sur les emprises foncières constituant le bien tel que le droit au renouvellement ou le droit au maintien dans les lieux si l'immeuble doit être requis ultérieurement pour un motif d'intérêt général.

La présente autorisation ne comporte aucune dérogation quant à la réglementation à observer dans le cadre de l'activité du BENEFICIAIRE qui fera son affaire personnelle de toutes les autorisations administratives éventuellement nécessaires à cet égard.

ARTICLE 2- DUREE DE L'AUTORISATION

La présente autorisation est consentie pour une durée de cinq ans à compter de sa date de signature.

A son terme, elle pourra être renouvelée, sur demande expresse du BENEFICIAIRE qui devra justifier, lors de sa demande éventuelle de reconduction, de l'avancement des actions menées dans le cadre du projet d'accès alternatif.

ARTICLE 3- FIN DE L'AUTORISATION- RESILIATION

La présente autorisation pourra être dénoncée à tout moment par LA METROPOLE pour tout motif d'intérêt général dûment motivé sous réserve d'un préavis de 6 mois avant le terme de l'autorisation initiale ou de son renouvellement.

ARTICLE 4- REDEVANCE

Dans l'attente d'une solution d'accès alternatif, la présente autorisation de passage est consentie à titre gratuit.

ARTICLE 5- ASSURANCE

LE BENEFICIAIRE s'engage à souscrire les polices d'assurances couvrant les responsabilités et risques relatifs à son activité ainsi que celle de tout autre ayant-droit se trouvant sur les lieux ou, de manière générale tout dommage qui trouverait sa cause dans l'utilisation des lieux par l'occupant et/ou consécutif à la méconnaissance des dispositions réglementaires liées aux transports de matières et circulation d'engins dans le cadre de son activité.

ARTICLE 6- INTERVENTION & ENTRETIEN

LE BENEFICIAIRE déclare connaître parfaitement les terrains mis à disposition et s'engage à les maintenir en bon état d'utilisation.

ARTICLE 7- INCESSIBILITE ET INTRANSMISSIBILITE

La présente autorisation est incessible et intransmissible. Elle est conclue intuitu personae, les droits en résultant ne pourront être cédés à qui que ce soit.

ARTICLE 8- ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Tout différend qui pourra s'élever entre les parties au sujet de l'application ou de l'interprétation de la présente autorisation fera, au préalable, l'objet d'une tentative d'accord amiable. En cas d'échec de celui-ci dans un délai de trois (3) mois, les parties signataires, d'un commun accord, font attribution de juridiction au Tribunal de Grande Instance d'Aix en Provence, situé 40, boulevard Carnot, 13616 Aix en Provence.

ARTICLE 9- ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile aux lieux figurant en tête des présentes.

ARTICLE 10- ANNEXES

- décision n°----- du ----- 2019 autorisant la présente convention.
- plan de situation

Fait à Marseille, le ----- 2019 en deux exemplaires originaux.

Pour l'occupant
Le Co-gérant

La Présidente de la Métropole
Aix-Marseille-Provence

Monsieur Frédéric TOMASELA

Madame Martine VASSAL



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/208/D

Convention d'occupation temporaire du parking métropolitain du Rouet à Carry-le-Rouet.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La convention de gestion n°13/1196 du 5 juin 2013 et ses avenants.

PREAMBULE

La société La Provencale Marignane SARL doit réaliser une construction à usage d'habitation pour le compte de la SCI Le Rouet sur un terrain d'assiette situé 19, avenue Jean Bart à Carry-le-Rouet ;

Ce terrain n'étant accessible que par le parking métropolitain du Rouet, l'intéressé souhaite disposer d'une autorisation afin de conduire son chantier.

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Mars 2019

CONSIDÉRANT

- Que le Société La Provencale Marignane SARL, représentée par Monsieur Gilbert Naccarato a besoin de traverser le parking métropolitain du Rouet pour accéder au chantier relatif à la réalisation d'une construction à usage d'habitation ;
- Que le chantier devra se terminer au plus tard le 29 avril 2019
- Que dans le cadre du chantier, 15 passages seront nécessaires ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence accepte la mise à disposition précaire d'une partie de parking du Rouet ;
- Que le montant de l'occupation s'élève à 1 500 euros H.T. soit 1 800 euros T.T.C pour 15 jours effectifs de passage.

DECIDE

Article 1 :

Est signée une convention d'occupation temporaire du parking métropolitain du Rouet à Carry-le-Rouet avec Monsieur Gilbert Naccarato, Directeur de la société La Provencale Marignane SARL, dont le siège est situé à Marignane 13700, Avenue du 8 Mai 1945, dans le cadre de la construction à usage d'habitation sise 19, avenue Jean Bart à Carry-le-Rouet.

Celle-ci est conclue à compter de la notification de la convention.

Le montant de l'occupation s'élève à 1 500 euros H.T. soit 1 800 euros T.T.C pour 15 jours effectifs de passage jusqu'au 29 avril 2019 au plus tard et sera réglé par le co-contractant à la Métropole Aix-Marseille-Provence après émission d'un titre de recettes.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 11 mars 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/209/D

Convention de mise à disposition de locaux communaux à titre onéreux sis 12 rue Massenet à Fos-sur-Mer au profit du service du Laboratoire d'études archéologiques de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5218-1 et suivants ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment l'article L. 2122-11 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la commune de Fos-sur-Mer dispose de locaux situés au 12 rue Massenet – 13270 Fos-sur-Mer, répondant au besoin des services de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Que la commune propriétaire dudit bien cadastré section BK n° 106 est favorable à la mise à disposition à titre onéreux desdits locaux au profit du service du Laboratoire d'Etudes Archéologiques de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'il convient donc de conclure une convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Fos-sur-Mer.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention de mise à disposition par la commune de Fos-sur-Mer, des locaux à usage de lieu d'études et de stockage d'une surface d'environ 64 m², situés au 1^{er} étage d'une maison de ville en R+1 au 12 rue Massenet à Fos-sur-Mer, pour les besoins du service du Laboratoire d'Etudes Archéologiques de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

La présente convention est conclue pour une durée d'un an à compter de sa date de signature et pourra être renouvelée tacitement pour la même durée, dans la limite de deux années au delà de la durée initiale.

Article 3 :

La redevance d'occupation annuelle est fixée à 5 376,00 euros.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, chapitre 011, nature 6132.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 14 mars 2019

Martine VASSAL

<p style="text-align: center;">MISE A DISPOSITION DE LOCAUX COMMUNAUX SIS RUE MASSENET AU PROFIT DE LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE</p>
--

ENTRE D'UNE PART

La Commune de Fos-sur-Mer, ayant son siège à l'Hôtel de Ville, Avenue René Cassin, 13270 Fos-sur-Mer, représentée par son Maire en exercice, Monsieur Jean HETSCH, acté par la délibération n°2018-153 en date du 11 décembre 2018,

Ci-après désignée « **la Commune** »,

ET D'AUTRE PART,

La Métropole Aix-Marseille-Provence, dont le siège est situé BP 48014, 13567 Marseille Cedex 02, représentée par Madame Martine VASSAL, sa Présidente, dûment habilitée aux fins de signature des présentes par la décision n°

Ci-après désignée « **l'Occupant** »,

IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

Article 1 : Objet de la mise à disposition

La présente convention a pour objet de préciser les modalités de la mise à disposition de locaux communaux situés 12, rue Massenet à Fos-sur-Mer (13270), cadastrés section BK n° 106.

1-1: Description et nature des lieux :

Il s'agit de locaux situés au 1^{er} étage d'une maison de ville en R+1, composés de deux pièces principales, et représentant une superficie totale de 64 m² environ (confère annexe1). Ces locaux font partie du domaine public de la Commune de Fos-sur-Mer.

1-2: Nature de l'Occupant :

Cette mise à disposition est réalisée au profit du service du Laboratoire d'études archéologiques de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

1-3: Nature de la convention :

La convention est une convention d'occupation temporaire du domaine public non constitutive de droits réels. Cette convention est consentie à titre précaire et révocable.

La présente convention est consentie à titre personnel. L'Occupant dispose d'un droit d'utilisation exclusif des locaux, il est tenu d'occuper lui-même et d'utiliser directement en son nom les biens qui font l'objet de la présente convention

La présente convention étant consentie *intuitu personae*, toute cession de droits en résultant est interdite.

L'Occupant s'interdit de sous-louer tout ou partie des matériels et locaux, objet de la présente convention et plus généralement d'en conférer la jouissance totale ou partielle à un tiers par quelque modalité juridique que ce soit.

Article 2 : Occupation des locaux

2-1 : Destination :

Les locaux mis à disposition ont pour objet de permettre à l'Occupant d'assurer ses missions et de servir de lieu d'études et de stockage de pièces archéologiques, à l'exclusion de toute autre utilisation.

2-2 : Horaires/Accès au site :

L'accès des locaux s'effectue du lundi au vendredi, en fonction des horaires du service occupant.

2 - 3 : Entretien des locaux :

La Commune s'engage à assumer directement les dépenses permettant de financer les travaux liés à la vétusté, ainsi que celles relatives aux grosses réparations liées au bâti, sauf si ces dernières trouvent leur origine dans une utilisation anormale des locaux par l'Occupant ou dans une cause imputable à l'Occupant.

L'Occupant devra entretenir à ses frais et aussi souvent que nécessaire les lieux occupés afin de les maintenir en bon état de propreté. Il lui appartiendra de se conformer à la législation ou réglementation en vigueur au regard des différents équipements présents dans les locaux.

2-4: Frais, charges :

L'Occupant prendra à sa charge les frais d'eau, gaz, électricité, chauffage, afférents à l'utilisation des locaux consentie par la présente convention ainsi que tous les frais liés à leur utilisation.

Article 3 : Durée

La présente convention prendra effet à partir de sa signature, pour une durée d'un an, et pourra faire l'objet d'une tacite reconduction, sans pouvoir toutefois excéder une durée de trois ans.

Trois mois au mois avant ce terme, le bénéficiaire devra solliciter expressément, de manière écrite, le renouvellement de la convention auprès de la Commune.

A l'issue de la convention, l'Occupant ne pourra prétendre au versement d'une indemnité de quelque nature que ce soit.

Article 4 : Redevance

Cette mise à disposition est consentie à titre onéreux, par la présente convention au tarif en vigueur de 7.00€/m² (sept euros par mètre carré) de surface occupée conformément à la délibération n°2016-153 du Conseil Municipal du 24 octobre 2016 de la Commune de Fos-sur-Mer (confère annexe2).

La présente convention est consentie moyennant le paiement à terme à échoir, au domicile de la personne hébergeante, d'une redevance annuelle de cinq mille trois cent soixante-seize euros (5 376 €) que l'Occupant s'engage à payer annuellement à terme, le 1^{er} janvier.

Article 5 : Règles générales

L'Occupant est responsable de l'utilisation et du contrôle de l'accès de toute personne aux locaux mis à disposition pendant la durée de la présente convention.

L'Occupant ne pourra pas utiliser les locaux mis à sa disposition pour des activités qui ne seraient pas conformes à la destination des lieux et ni aux autorisations en matière de sécurité. La Commune dégage toute responsabilité en cas de pratique d'activités qui ne seraient pas conformes à la destination des lieux et d'utilisation des locaux, non prévue par la présente convention.

L'Occupant s'engage à ne pas stocker de substances inflammables, explosives, toxiques ou dangereuses dans les locaux mis à disposition.

L'Occupant reconnaît :

- Avoir pris connaissance de l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2012 relatif aux bruits de voisinage et s'y conformer et de l'arrêté municipal n°2018-371 relatif aux Réglementation des bruits de voisinage sur le territoire de la commune de Fos-sur-Mer
- Avoir été informé de la nécessité de veiller, lors de son activité, à laisser libre de tout encombrement les sorties de secours et les accès des services d'urgence.
- Avoir été informé que les activités poursuivies se feront sous son entière responsabilité.
- Avoir été informé par l'Information acquéreur locataire (IAL), d'une part sur la localisation du bien au regard du zonage sismique et d'un plan de prévention des risques (PPR), d'autre part de toute indemnisation de sinistre consécutive à une catastrophe naturelle ou technologique reconnue comme telle.
- Avoir pris connaissance du document d'information communale sur les risques majeurs

Aucune modification dans l'agencement des locaux ne pourra être réalisée sans accord express de la Commune et en dehors de son contrôle.

L'Occupant devra obtenir toute autorisation administrative et faire effectuer, à ses frais exclusifs, tous aménagements et modificatifs requis par une réglementation quelconque, présente ou à venir, après avoir obtenu l'accord exprès et préalable de la Commune.

L'Occupant ne pourra réaliser aucuns travaux et aucun aménagement qui pourraient nuire à la solidité et à la structure de l'immeuble.

Article 6 : Etats des lieux

L'Occupant déclare avoir une parfaite connaissance desdits lieux et les accepter en l'état, renonçant à réclamer aucune réduction de redevance ou indemnité, et sans recours possible contre la Commune.

Lors de la prise de possession des locaux et de leur restitution, un état des lieux sera établi contradictoirement et amiablement entre les parties.

L'Occupant s'attachera à remettre dans leur état initial les lieux mis à disposition en fin d'occupation et les laisser en bon état d'entretien et de réparation.

Article 7 : Responsabilités

La responsabilité de la Commune ne pourra être recherchée en cas de disparition, vandalisme, ou détérioration des matériels et pièces stockés par l'Occupant dans les locaux mis à disposition.

Par ailleurs, la Commune ne pourra être mise en cause, ou voir sa responsabilité engagée, en cas d'accidents ou dommages qui surviendraient dans les locaux.

Article 8 : Assurance

L'Occupant s'engage à assurer auprès d'une compagnie d'assurances de son choix, notoirement solvable, et pour la durée de la mise à disposition, la couverture des risques découlant de son activité ou de son occupation des locaux : responsabilité civile et risques locatifs.

Devront notamment être garantis sans autre sous-limitation :

1. Les bâtiments et biens de la Commune, contre les risques suivants :

Incendie, explosions, dommages électriques, dégâts des eaux, vol, bris de glace, tempêtes, ouragans, grêle, neige sur toiture, attentats, vandalisme, etc...

2. Ses biens propres :

Agencements, mobilier, matériel, marchandises et tous ceux dont elle serait détentrice (autres que ceux confiés par la Commune et visés au § 1 ci-dessus) pour l'ensemble des risques qu'elle peut encourir du fait de son activité, notamment les risques : incendie, explosions, dommages électriques, dégâts des eaux, vol bris de glace, tempêtes, ouragans,

grêle, neige sur toiture, attentats, vandalisme, etc..., ainsi que sa responsabilité civile du fait de son activité.

L'Occupant s'engage à fournir avant le début de l'occupation une attestation et quittance d'assurance reprenant les éléments indiqués aux 1 et 2 du présent article.

Le renouvellement de cette preuve écrite devra être apporté chaque année sans que l'absence de demande de justification puisse entraîner une quelconque responsabilité de la Commune.

L'Occupant devra déclarer tout sinistre, au plus tard sous 48 heures, à son assurance d'une part, à la Commune d'autre part, quel qu'en soit l'importance, même s'il n'en résulte aucun dégât apparent. A défaut, il pourra être tenu responsable de sa carence et de toute aggravation de ce dommage survenu postérieurement.

Article 9 : Dénonciation, résiliation anticipée

Cette mise à disposition est consentie par la Commune à titre précaire et révocable à tout moment, pour tout motif d'intérêt général ou pour tout impératif lié à la nécessité d'utiliser les locaux, sans préavis. L'Occupant perdra alors tout droit à l'utilisation des locaux et des matériels mis à sa disposition, sans pouvoir prétendre à aucune indemnisation du préjudice qu'elle pourrait subir du fait de la résiliation. L'Occupant pourra toutefois se voir restituer le montant de la redevance déjà versé à la Commune au prorata temporis de son occupation.

Article 10 : Litige

En cas de litige, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différent à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux sera porté devant le tribunal administratif de Marseille.

Article 11 : Annexes

- Annexe 1 : plan des locaux
- Annexe 2 : Délibération N°2016-153 du Conseil Municipal du 24/10/16
- Annexe 3 : Décision N°
- Annexe 4 : Etat des lieux d'entrée

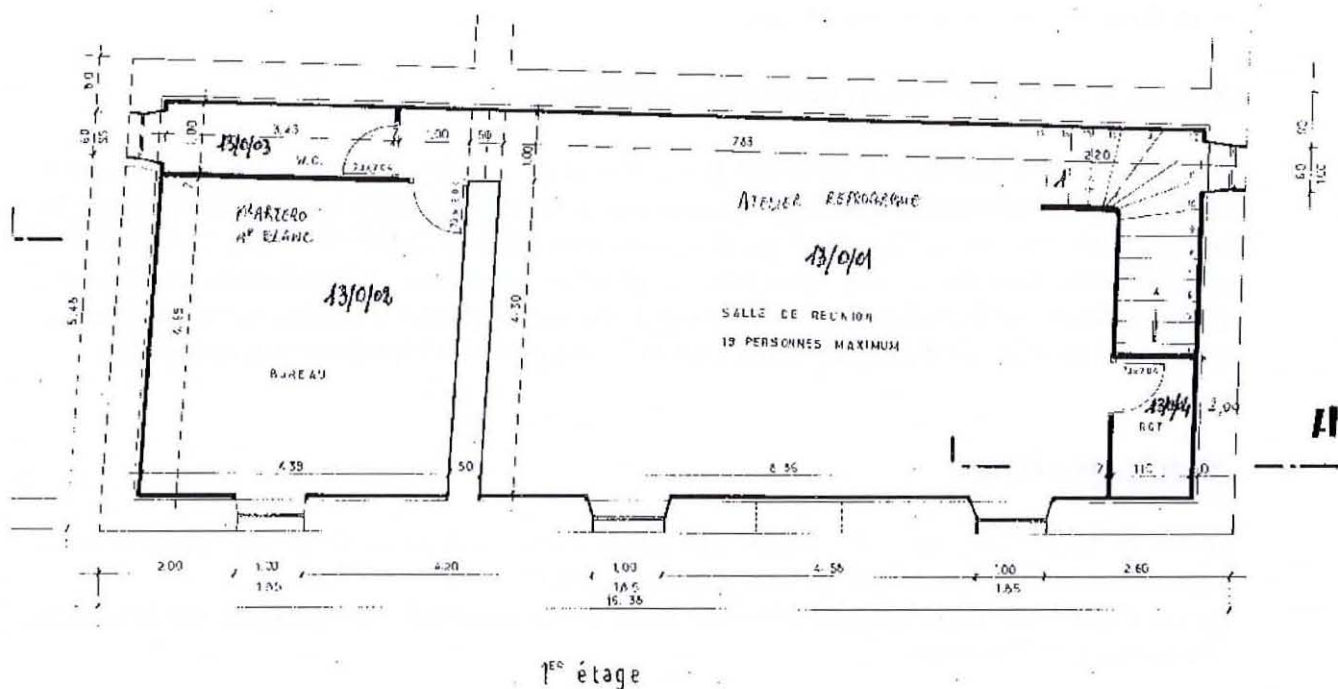
Fait à Fos-sur-Mer, le

**Pour la Commune,
Le Maire,**

**Pour l'Occupant,
La Présidente de la Métropole
Aix-Marseille-Provence,**

Martine VASSAL

ANNEXE N° 1



Fait à Fos-sur-Mer, le

Pour la Commune,
Le Maire,

Pour l'Occupant,
La Présidente de la Métropole
Aix-Marseille-Provence,

Martine VASSAL

Décision n° 19/210/D

Décision d'estimer en justice. Désignation de la SELAS Adamas Affaires Publiques pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Frédéric Broche

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1901409-0 présentée par Monsieur Frédéric Broche devant le Tribunal Administratif de Marseille le 1er février 2019, tendant notamment à ce que soit désigné un expert ayant pour mission de procéder à son examen médical et décrire son état de santé actuel et antérieur, donner son appréciation sur l'évolution de sa pathologie; se prononcer sur son aptitude au travail et sur les réserves à celle-ci, décrire les tâches actuellement confiées à l'intéressé et donner tous les éléments utiles en vue de permettre une appréciation de leur adéquation à son état de santé actuel, évaluer sa date de consolidation, donner tous les éléments utiles d'appréciation sur les préjudices subis par Monsieur Broche du fait de sa maladie reconnue imputable au service en 1993 ainsi que les préjudices de toute nature de l'intéressé, établir l'ensemble des postes de préjudices patrimoniaux et extra-patrimoniaux.

CONSIDERANT

Qu'il convient d'assurer la défense des intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre du litige qui l'oppose à Monsieur Frédéric Broche.

DECIDE

Article 1 :

D'assurer la défense des intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence devant le Tribunal Administratif de Marseille dans le dossier n°1901409-0 et d'être représentée dans cette affaire par la SELAS Adamas Affaires Publiques, cabinet d'avocats, 55 boulevard des Brotteaux, 69455 Lyon Cedex 06.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SELAS Adamas Affaires Publiques, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 11 mars 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/212/D

Autorisation d'occupation temporaire consentie par Madame Pastor & Monsieur Caillet à la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la réalisation des travaux de la Galerie des Janots entre les communes de Cassis et de La Ciotat

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° PEDD 003-1369/15/BC du 23 octobre 2015 du Bureau de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole relative à l'acquisition de deux parcelles de terrain et constitution des servitudes de passage en surface et en tréfonds en vue de la réalisation d'une galerie souterraine d'acheminement d'eau brute du canal de Marseille vers l'usine de potabilisation des eaux de La Ciotat sur la propriété de Monsieur et Madame Caillet-Pastor;
- La convention portant autorisation d'occupation temporaire conclue avec Madame Pastor et Monsieur Caillet et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

PREAMBULE

Dans le cadre des compétences qui lui sont dévolues en matière de production et de distribution d'eau potable, la Métropole Aix-Marseille-Provence réalise, en parallèle du tunnel ferroviaire des Janots, une galerie souterraine d'acheminement d'eau brute du canal de Marseille vers l'usine de potabilisation des eaux de La Ciotat.

Reçu au Contrôle de légalité le 14 Mars 2019

La réalisation de ces travaux nécessite d'occuper temporairement les terrains de Madame Pastor et Monsieur Caillet pour l'installation du chantier et l'accès à la tête aval de la galerie.

Par convention du 23 octobre 2015, Monsieur Caillet, Madame Pastor et la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole réglaient les dispositions foncières relatives à l'acquisition de terrain, l'établissement de servitudes et l'occupation temporaire de leur terrain.

En son article 3.1 la convention fixait une durée d'occupation des terrains à 30 mois.

Compte tenu de l'allongement de la durée d'exécution du chantier, il est nécessaire de prolonger l'autorisation d'occupation temporaire correspondant à l'emprise du chantier.

Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a demandé à Madame Pastor et Monsieur Caillet l'autorisation de prolonger de 17 mois l'occupation temporaire des trois parcelles.

Il est proposé de conclure une convention portant prolongation d'autorisation d'occupation temporaire avec Madame Pastor et Monsieur Caillet.

CONSIDÉRANT

- Que dans le cadre de la réalisation de la Galerie des Janots entre les communes de Cassis et de La Ciotat, la Métropole Aix-Marseille-Provence sollicite une prolongation d'autorisation d'occupation temporaire sur une emprise de la propriété de Madame Pastor et Monsieur Caillet, parcelles cadastrées CI n°7, CI n°114 et CI n°117, située 2749 avenue Emile Bodin – 13600 La Ciotat ;
- Qu'à cette fin, est proposée une convention portant prolongation d'autorisation d'occupation temporaire a été conclue avec Madame Pastor et Monsieur Caillet.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention de prolongation d'occupation temporaire consentie par Madame Pastor et Monsieur Caillet à la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la réalisation de la Galerie des Janots entre les communes de Cassis et de La Ciotat, pour une durée de 17 mois.

Article 2 :

Cette convention est conclue moyennant le versement d'une indemnité de 3 107 euros, selon le barème de France Domaine.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 14 mars 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 14 Mars 2019

Décision n° 19/213/D

Approbation d'une occupation temporaire de bureaux individualisés sous les lots n° 127 (39 m²) et 128 (39 m²) dans l'Hôtel Technologique à la société my Local Influence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire de l'immeuble Hôtel Technologique d'une surface de 3 300m² consacrée à l'accueil d'entreprises innovantes ;
- Que des bureaux individualisés sous les lots n° 127 et 128 sont libres d'occupation ;
- Que l'entreprise My Local Influence représentée par son Président, Monsieur Adrien Gibault, souhaite occuper une surface pour le développement de son activité ;
- Que l'entreprise My Local Influence est spécialisée dans la programmation informatique, prestation informatique sur la visibilité sur internet ;
- Qu'il est proposé de consentir une convention d'occupation temporaire d'une durée d'un an pour un loyer de 130 euros /m²/HT/HC/an ;
- Que la convention prendra effet à compter du 1er avril 2019.

DECIDE

Article 1 :

Est autorisée à titre onéreux l'utilisation des lots 127 et 128 sis à l'Hôtel Technologique 45 Rue Joliot Curie – 13382 Marseille Cedex 13 par la société My Local Influence.

Article 2 :

Les recettes correspondantes seront constatées au budget de la Métropole : Sous-section politique B330- Service 900 000 – nature 752 – fonction 68 chapitre 75.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 14 mars 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 14 Mars 2019

Convention d'occupation temporaire d'un bureau individualisé sous le lot n° 126 de 35 m² dans l'Hôtel Technologique à la société Linkiu

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire de l'immeuble Hôtel Technologique d'une surface de 3 300m² consacrée à l'accueil d'entreprises innovantes ;
- Qu'un bureau individualisé sous le lot numéro 126 est libre d'occupation ;
- Que l'entreprise Linkiu représentée par son Président, Monsieur Adrien Gibault, souhaite occuper une surface pour le développement de son activité ;
- Que l'entreprise Linkiu est spécialisée dans la création de sites internet, solutions web pour la promotion, la fidélisation et le suivi des performances,
- Qu'il est proposé de consentir une convention d'occupation temporaire d'une durée d'un an pour un loyer de 130euros /m²/HT/HC/an ;
- Que la convention prendra effet à compter du 1er avril 2019 ;

DECIDE

Article 1 :

Est autorisée à titre onéreux l'utilisation du lot 126 sis à l'Hôtel Technologique 45 Rue Joliot Curie – 13382 Marseille Cedex 13 par la société Linkiu.

Article 2 :

Les recettes correspondantes seront constatées au budget de la Métropole : Sous-section politique B330- Service 900 000 – nature 752 – fonction 68 chapitre 75.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 14 mars 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/215/D

**ZAC de Saumaty-Séon - Marseille 15ème et 16ème arrondissement -
Convention de participation constructeur passée avec la SARL CV Finance- PC
n°18 00791 PO**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L.311-4 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de Marseille n° 87/398/UCV du 10 juillet 1987 approuvant le dossier de création de la ZAC de Saumaty-Séon ;
- La délibération du Conseil Municipal de Marseille n° 88/144/UCV du 11 mars 1988 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC de Saumaty-Séon ;
- La délibération du Conseil Municipal de Marseille n° 88/598/UCV du 8 novembre 1988 approuvant la convention de concession n°89/107confiant à la SOMICA (devenue par la suite Marseille Aménagement puis SOLEAM) l'aménagement de la ZAC de Saumaty-Séon;
- La délibération du Conseil Communautaire de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole n° FTCT008-1420/15/CC du 23 octobre 2015 et l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2015, transférant à compter du 1^{er} janvier 2016 l'opération à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N° FAG 001-4256/18 CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Reçu au Contrôle de légalité le 18 Mars 2019

- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que La ZAC de Saumaty-Séon s'inscrit dans les opérations de compétence métropolitaine ;
- Que la SOLEAM (substituée à Marseille Aménagement) est chargée, en tant qu'aménageur de la ZAC, de réaliser l'ensemble des travaux d'aménagement de la zone ;
- Que la Ville de Marseille a décidé au moment du dossier de création de la ZAC d'exclure du champ d'application de la Taxe Locale d'Équipement (TLE) les constructions édifiées dans la ZAC, ce qui a pour effet de soumettre celles-ci au régime des participations en ZAC ;
- Que la SARL CV Finance, propriétaire d'un ensemble immobilier situé à Marseille (16^{ème} arrondissement), 2 traverse de la Poste, cadastré commune de Marseille, Quartier l'Estaque, Section E, parcelles n°291 et 292, a déposé le 22 octobre 2018 une demande de permis de construire n° PC 013055 18 00791 PO pour la création de 5 logements d'une SDP totale de 716 m2 dont 606 m2 provenant d'un changement de destination de locaux d'activité existants et 110 m2 créés;
- Que le terrain est situé dans le périmètre de la ZAC de Saumaty-Séon et compris en secteur UBt1 du Plan Local d'Urbanisme en vigueur de la Ville de Marseille ;
- Que la convention porte sur le versement de la participation financière du constructeur au coût des équipements publics de la ZAC estimée à un montant de 11 000 euros HT, somme révisable en fonction de l'indice TP01 ;
- Que la convention constitue une pièce obligatoire du dossier de permis de construire et qu'elle doit être conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SARL CV Finance conformément à l'article L 311-4 susvisé ;
- Que les équipements publics correspondant à la participation sont financés et réalisés par la SOLEAM.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention de versement de la participation financière de la SARL CV Finance aux coûts des équipements publics de la ZAC de Saumaty-Séon d'un montant de 11 000 euros HT.

Article 2 :

La participation constructeur sera versée directement à la SOLEAM pour être inscrite en recettes au bilan de la ZAC de Saumaty-Séon.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 18 mars 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 18 Mars 2019

**ZAC DE SAUMATY SEON
13016 MARSEILLE**

**CONVENTION DE PARTICIPATION
CV FINANCE
(Construction logements - Traverse de la Poste)
PC 013055 18 00791P0**

ENTRE :

LA METROPOLE D'AIX-MARSEILLE-PROVENCE, représentée par sa Présidente, Madame Martine VASSAL, habilitée à cet effet par procès-verbal du Conseil de Métropole FAG 001-4256/18 CM, en date du 20 septembre 2018,

Ci-après désignée par « La Métropole »

D'une part,

Et :

CV FINANCE, SARL au capital de **3 000,00 €**, inscrite au RCS de LILLE METROPOLE, au numéro SIRET 494 886 799, dont le siège social est situé 73, rue Ferrer 59155 FACHES-THUMESNIL représentée par Monsieur Thimothée VACHERAND, agissant en sa qualité de Gérant selon les statuts de la Société CV FINANCE, en date du 26 décembre 2015.

Ci-après désigné "le Constructeur",

D'autre part,

Est également intervenue à la présente convention de participation, en vertu de la Concession d'Aménagement signée le 28 avril 1986, la **SOLEAM, Société Publique Locale** au capital de 5 000 000 euros dont le siège social est situé à l'Hôtel de Ville de la Ville de Marseille et son siège administratif au 49, La Canebière - CS80024 - 13232 Marseille Cedex 1. Inscrite au registre du Commerce et des Société de Marseille, sous le n° SIREN 524 460 888, représentée par Monsieur Jean-Yves MIAUX, Directeur Général en vertu d'une délibération du Conseil d'Administration de la Société, en date du 26 juin 2014.

Ci-après dénommée « SOLEAM » ou « l'Aménageur ».

Il a été préalablement exposé ce qui suit :

- Le terrain d'assiette du projet est situé au sein de l'opération d'aménagement dénommée **ZAC DE SAUMATY SEON** créée par la délibération du Conseil Municipal n°87/398/UCV du 10 juillet 1987 et dont le dossier de réalisation a été approuvé par la délibération du Conseil Municipal n°88/114/UCV du 11 mars 1988.
- Par convention de concession n° 89/107 adoptée par délibération du Conseil Municipal n°88/598/UCV du 8 Novembre 1988, la VILLE DE MARSEILLE a confié à la Société Marseillaise Mixte Communale d'Aménagement et d'Équipement (SOMICA) devenue depuis, Marseille Aménagement, puis SOLEAM, l'étude et la réalisation de l'opération dénommée ZAC DE SAUMATY SEON à travers une Convention devenue depuis Concession d'Aménagement.
- Le concédant a également décidé lors de l'approbation du dossier de création d'exclure du champ d'application de la Taxe Locale d'Équipement (TLE) les constructions édifiées dans la ZAC, ce qui a pour effet de soumettre celles-ci au régime des participations en ZAC.
- En 2012, la taxe d'aménagement (TA) se substitue à TLE. Elle a été instaurée par Marseille Provence Métropole par délibération du 21 octobre 2011, et par le Conseil Général des Bouches du Rhône (CG 13) par délibération du 24 juin 2011. En ZAC, le constructeur est exonéré de la part communale ou intercommunale de la TA en application de l'article L 331-7 du Code de l'Urbanisme mais il reste assujéti à la part départementale.

La présente convention s'inscrit dans le cadre des dispositions réglementaires et particulières mentionnées ci-dessus.

- Le Constructeur est signataire d'un acte de vente d'un terrain situé 2 Traverse de la Poste (13016) cadastré Commune de Marseille, **Quartier Saint Louis (908), Section E, parcelles n°291/292**. Ce terrain est situé dans la ZAC de Saumaty Séon et compris en outre en secteur **UBt1** du PLU de Marseille en vigueur.
- Le constructeur a déposé le **22/10/2018** un **permis de construire n° PC 013055 18 00791P0** relatif à la création de cinq logements en R+2 d'une SDP totale de **716 m²**, dont 606 m² de SDP existantes avant travaux et, 110 m² de SDP créée.

La présente convention porte sur le versement de la participation financière du Constructeur au coût des équipements publics de la ZAC, en application de l'article L311-4 dernier alinéa du Code de l'Urbanisme résultant de la loi « SRU » du 13 décembre 2000 et de son Décret d'application n°2001.61 du 27/03/2001.

Cette convention doit être passée entre la Métropole et le Constructeur conformément à l'article L 311-4 susvisé.

Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION :

La présente convention a pour objet de déterminer les conditions dans lesquelles le Constructeur participe au coût des équipements publics inscrits au programme des équipements publics de la ZAC de Saumaty Séon et mis à la charge des constructeurs, tel que celui-ci a été approuvé dans le cadre du dossier de réalisation de l'opération d'aménagement réalisée par la SOLEAM, concessionnaire de la ZAC.

ARTICLE 2 : DESIGNATION DU TERRAIN CONCERNE :

La présente convention concerne le terrain situé sur le territoire de la Commune de Marseille ainsi désigné :

Parcelles cadastrées, **Quartier Saint-Louis, Section E, n°291, 292**
Superficie totale : **832 m²**
Sises **2 chemin de la Poste - 13016 Marseille.**

ARTICLE 3 : PROGRAMME DE CONSTRUCTION :

Le programme de construction du Constructeur, tel que figurant dans le permis de construire déposé sous le n° **PC 013055 18 00791P0** pour un programme total de **716m² de SDP dont 606 m² existantes avant travaux, 170 m² de SDP créés par changement de destination et 110 m² de SDP créée à vocation d'habitations.**

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DU CONSTRUCTEUR :

- 4.1.** Le Constructeur accepte toutes les conséquences juridiques, administratives et financières résultant de l'inclusion du terrain susvisé à l'article 2 dans la ZAC de Saint Louis. De ce fait, le Constructeur accepte de soumettre les constructions qu'il réalisera à l'ensemble des droits et obligations résultant des documents organiques de la ZAC dont il reconnaît avoir pris connaissance pour avoir été remis par SOLEAM, aménageur de la ZAC, notamment le document d'urbanisme applicable et son règlement, ainsi qu'aux servitudes afférentes.
- 4.2.** Le Constructeur déclare se soumettre également, pour celles qui lui sont applicables aux clauses et conditions figurant à la convention d'association des propriétaires fonciers, ~~dont il a eu communication~~ : **sans objet**
- 4.3.** Le Constructeur devra obtenir l'accord préalable de SOLEAM sur ses propres projets concernant notamment ses réseaux, voirie intérieure, ses espaces libres et ses objectifs environnementaux afin que celui-ci puisse notamment s'assurer du respect des dispositions prévues au document d'urbanisme applicable.
- 4.4.** Le Constructeur déclare d'ores et déjà avoir parfaite connaissance des documents visés ci-dessus pour en avoir eu copie avant les présentes.

**ARTICLE 5 : DETERMINATION DE LA PARTICIPATION FINANCIERE DU
CONSTRUCTEUR AU COUT DES EQUIPEMENTS PUBLICS :**

- 5.1** Les modalités prévisionnelles de financement de la ZAC de Saumaty Seon, joint au dossier de réalisation actualisé dans le cadre du bilan de concession de la ZAC arrêté au 31 décembre 2018 fait apparaître un montant total de **28 859 820,00 euros** imputable au titre des études et dépenses générales d'aménagement, voirie et réseaux, à engager par SOLEAM, aménageur pour répondre aux besoins des futurs habitants et usagers des constructions qui seront édifiées dans la ZAC.

Le montant de la participation exigée des constructeurs en ZAC est de :

- 100€ /m² de locaux à usage logements libres

Aussi, en considération du programme de construction visé à l'article 3 ci-dessus, la participation est prévisionnellement fixée ainsi :

100€/m²x 110 m² pour la partie du programme en logements = 11 000 €

**soit un montant total de la participation de 11 000,00 €
(Onze mille euros)**

- 5.2.** Le montant définitif de la participation sera calculé sur la base de la SDP effectivement autorisée, dans le cas d'une modification mineure du programme prévisionnel, par le ou les permis de construire obtenus par le Constructeur.
- 5.3.** Pour le cas où le Constructeur obtiendrait un ou plusieurs permis de construire, éventuellement modificatifs, permettant la mise en œuvre d'une surface de plancher différente de celle déjà autorisée par le ou les précédents permis, un avenant à la présente convention serait nécessaire.

ARTICLE 6 : PAIEMENT DE LA PARTICIPATION :

6.1. Compte tenu des modalités de financement des équipements publics prévus par le programme des équipements publics de la ZAC, conformément aux dispositions de la convention n° 89017 en date du 8 novembre 1988 passée entre la Collectivité et l'aménageur, le CONSTRUCTEUR versera le montant de la participation prévue par la présente convention directement à la SOLEAM, selon les modalités ci-après définies.

6.2. Règlement :

100% du montant de la participation à la délivrance du Permis de Construire, purgé de tout recours, soit la somme de 11 000,00€

6.3. La participation est révisable en fonction de l'indice TP 01, soit indice de base : TP01 septembre 2018 = 110,4 et l'indice de comparaison étant le dernier publié à la date du paiement effectif. Le montant définitif de la participation sera donc ainsi défini :

$$P = (\text{part de participation prévisionnelle versée} \times \text{TP01 connu à la date du paiement effectif}) / \text{TP 01 valeur de base}$$

Soit : **11 000,00€** x $\frac{\text{TP01 connu à la date du paiement effectif}}{110,4} = \dots\dots\dots\text{€}$

6.4. Passées leur date d'échéance, les sommes dues porteront intérêt au taux légal majoré de 4 points sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure et sans que le paiement de ces intérêts dégage le Constructeur de son obligation de payer à la date prévue.

ARTICLE 7 : GARANTIE DU PAIEMENT DE LA PARTICIPATION AU TITRE DE LA PRESENTE CONVENTION

Pour garantir le paiement des sommes dues au titre de la présente convention de participation, les Constructeurs s'obligent à fournir, à sa signature, une ou plusieurs cautions bancaires garantissant, d'un délai de 2 ans, en renonçant aux privilèges de discussion et de division ainsi qu'au bénéfice des articles 2032 et 2039 du code civil, le paiement de la participation financière au coût des équipements publics de la ZAC tel que fixé à l'article 6 ci-dessus.

ARTICLE 8 : MUTATION/TRANSFERT :

Avant toute cession ou transfert de permis de construire, le Constructeur devra informer par écrit la Métropole et SOLEAM.

Dans le cas où le Constructeur transférerait à un tiers, après information de la Métropole et SOLEAM tout ou partie du permis concerné, le paiement de l'intégralité de la participation est exigible préalablement au transfert conformément à l'article 6 des présentes

ARTICLE 9 : CADUCITE DE LA CONVENTION :

La présente convention n'est pas limitée dans la durée. En cas de péremption du permis de construire par application de l'article R 424.17 à R424-20 du Code de l'Urbanisme, et abandon de l'opération, justifié par un arrêté de retrait de permis, la présente convention sera considérée comme caduque et les participations payées seront intégralement reversées au Constructeur.

ARTICLE 10 : LITIGES :

Tout litige résultant de l'application de la présente convention sera du ressort du Tribunal Administratif de Marseille.

ARTICLE 11 : FRAIS :

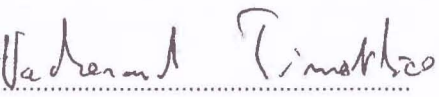
Les frais de timbre et d'enregistrement de la présente convention seront à la charge du Constructeur qui s'y oblige.

ANNEXE : Extrait du dernier CRAC


Fait à MARSEILLE,
le
En trois exemplaires

Pour la METROPOLE,

Le Président, et par délégation

Pour le CONSTRUCTEUR 
Représentée par



 Pour l'Aménageur, SOLEAM
Le Directeur Général,
M. Jean Yves MIAUX



Bilan prévisionnel : 754-ZAC DE SAUMATY SEON

Désignation lignes budgétaires	HT au 31/12/17	TVA TTC au 31/12/17
En Euros		
Budget actualisé		
1-Budget Foncier Métropole	-260 000	-260 000
B : 754/100-Acquisitions	-2 927 327	-2 927 327
B : 754/101-Acquisitions Ville	-547 192	-547 192
B : 754/102-Apport Foncier Ville	-3 267 544	-3 267 544
B : 754/107-Terrain Assiette Liaison Maurras Roussin	-600	-600
B : 754/108-Indemnité Résolution Sci Awal	-90 000	-90 000
B : 754/109-Régularisation Foncier Op.181	-280 792	-280 792
B : 754/110-Frais d'Acquisitions	-888 011	-9 129
B : 754/200-Etudes Générales	-1 814 637	-296 407
1-Budget Foncier	-9 816 103	-305 536
B : 754/300-Aménagement des Sols Démolitions	-2 250 627	-412 230
B : 754/301-Démolition Maison 1, Impasse Guichard	-39 000	-7 800
B : 754/302-Démolition 64/65 Condorcet (Sci Awal)	-66 667	-13 333
B : 754/303-Aléas Mise en État des Sols	-9 167	-1 833
2-Budget Mise en État des Sols	-2 365 461	-435 196
2-Budget Travaux Réalisés	-9 947 821	-1 740 662
B : 754/401-Pk Traverse Rey-Rue Condorcet	-459 207	-91 576
B : 754/403-Projet Maurras	-335 412	-67 083
B : 754/404-Réseaux Jaguar	-68 902	-13 780
B : 754/405-Carrefour Rabelais/Elie Pelas	-83 333	-16 667
B : 754/406-Mail des Écoles et Requalification	-1 191 091	-233 587
B : 754/407-Traverse Razzoli (Phase 2)	-72 364	-14 472
B : 754/408-Parachevement Avant Retrocession Ouvrages	-127 160	-25 432
2a-Budget Travaux Secteur Seon	-2 337 469	-462 597
B : 754/411-Parachevement Vsn + Élargissement Traverse Va à la Mer	-300 788	-60 158
B : 754/412-Parking, Mur Soutènement et Élargissement Voie + Parachevement Voie 61-62	-366 130	-73 226
B : 754/413-Traverse de la Poste	-27 945	-5 589
B : 754/414-Parachevement Avant Retrocession Ouvrages	-127 160	-25 432
2b-Budget Travaux Secteur Saumaty	-822 023	-164 405
2c-Budget Honoraires Techniques	-949 752	-182 697
B : 754/599-Charges de Gestion	-1 679 117	-292 407
B : 754/609-Dépenses non Rémunérables (Abandon Créances et Ts)	-41 420	-3 607
B : 754/614-Taxes Foncières	-200 363	-200 363
B : 754/700-Frais de Commercialisation	-410 428	-70 975
B : 754/A510-TVA non Récupérable	-29 863	-29 863
3-Budget Dépenses Annexes	-2 361 191	-366 989
B : 754/A301-Rémunération sur libération guichard	-10 000	-10 000
B : 754/A310-Rémunération sur Dépenses 5%	-1 535 766	-1 535 766
B : 754/A320-Rémunération sur Recettes 7%	-1 118 091	-1 118 091
B : 754/A326-Rémunération sur Recettes Particulières	-25 147	-25 147
B : 754/A340-Rémunération de Liquidation (0,05%)	-113 460	-113 460
4-Budget Rémunérations	-2 802 484	-2 802 484
5-Budget Frais Financiers	-4 263 110	-4 263 110
Sous-total dépenses	-35 925 394	-3 658 082
A : 754/130-Cession Activité Antérieure	4 217 133	821 517
A : 754/140-Cession Activités Rém. Taxable	10 467 534	1 851 523
A : 754/141-Ue25-Vivian	67 006	13 401
A : 754/142-Traverse Razzoli (64+65)	92 000	18 400
A : 754/143-Tab Maurras	130 000	26 000
A : 754/144-1, Impasse Guichard	82 000	16 400
A : 754/150-Cessions Activité Rém. non Taxable	227 419	26 853
1-1 Budget Cessions Activités	15 283 092	2 774 094
A : 754/100-Cession Logements Antérieures	667 840	23 669
A : 754/110-Cessions de Logements Rém. Taxables	3 151 046	558 380
A : 754/111-Terrain Rouviere	180 671	9 937
A : 754/112-Bande de Terrain Rouviere	22 500	4 500
A : 754/113-Saint Henri Mail des Écoles	330 000	66 000
A : 754/114-AMETIS	559 200	559 200
A : 754/120-Cession de Logements Rém. Non Taxable	601 584	75 264
1-Budget Cessions Logements	5 512 841	737 750
1-Budget Cessions	326 760	39 697
2-Budget Subventions	121 319	121 319
A : 754/200-Participations aux Equipements Loi Sru	166 663	2 353
A : 754/210-Participations Autres Taxables	93 196	19 198
A : 754/220-Participations Autres	145 885	145 885
A : 754/240-Produits de Gestion	1 210 785	193 728
A : 754/241-Abandon de Créance	18 400	3 607
A : 754/250-Produits Financiers	303 872	303 872
3-Budget Divers	1 938 801	218 886
A : 754/190-Apport Foncier Ville de Marseille	3 267 544	3 267 544
A : 754/191-Participation Apport Foncier Métropole	260 000	260 000
A : 754/411-Participation Ville de Marseille à l'Équilibre du Bilan	9 765 070	1 485 930
A : 754/600-Participations Metropole à l'Équilibre	-550 031	-550 031
4-Budget Participations	12 742 583	1 485 930
Sous-total recettes	35 925 396	5 256 357
Sous-total TVA	-2	2
		-1 598 275

Décision n° 19/216/D

Projet de contrat d'occupation de locaux SNCF en gare d'Aubagne.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Le projet de contrat d'occupation de locaux SNCF en gare d'Aubagne.

CONSIDÉRANT

- Que le pôle d'échanges d'Aubagne est un équipement majeur du réseau de transport du territoire de l'aire métropolitaine marseillaise qui rassemble les principaux services de mobilité : la ligne TER Marseille – Toulon, les lignes de cars métropolitains à destination de Marseille, Aix-en-Provence, La Ciotat, le réseau urbain « Les Lignes de l'Agglo » et un parking de 200 places ;
- Que la reconfiguration de la gare routière d'Aubagne nécessite la démolition du bâtiment «Point Accueil » qui assurait les fonctions de billetterie/information voyageurs des services de transports métropolitains ;
- Qu'il a été proposé de relocaliser ses fonctions à l'intérieur du bâtiment voyageur gare SNCF, dans une approche multimodale « train/car/bus » ;

Aussi, à compter de septembre 2017, la SNCF a mis à disposition de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour une durée de 5 ans des espaces en gare d'Aubagne :

- un local de repos de 22 m² pour les conducteurs des réseaux de transports en commun routiers,

- un guichet d'accueil, conseil et vente de titres pour les réseaux de transport en commun métropolitain situé à côté des guichets de vente SNCF ;
- des annexes de 16.5 m² comprenant toilette et back office pour les agents de vente.

Les personnels de vente missionnés par la Métropole ont accès à des espaces partagés utilisés par SNCF TER, comme la tisanerie. La SNCF assurera l'entretien et le nettoyage du guichet et de ses annexes.

DECIDE

Article 1 :

Est signé un contrat d'occupation de locaux pour la mise à disposition d'un poste de vente/accueil/conseil et d'un local de repos conducteurs.

Article 2 :

Le montant annuel du loyer s'élève à 10 549,21 euros hors taxe, toute charge comprise, en valeur 2016.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 11 mars 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/217/D

Mise en demeure d'acquiescer l'acquisition de la parcelle AN 215 située impasse des Rascous - 13380 Plan-de-cuques appartenant aux consorts Eysseric - Nicod - Dallari la parcelle AN 215 impasse des Rascous 13380 Plan-de-Cuques

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 230-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations des missions foncières du Conseil de la Métropole au Président et au Bureau ;
- La mise en demeure d'acquiescer reçue le 13 avril 2018 ;
- L'avis de France Domaine n° 2017-207V1650 du 5 mars 2019.

CONSIDÉRANT

- Que par courrier reçu en mairie de Plan-de-Cuques le 13 avril 2018, les consorts Eysseric – Nicod – Dallari ont mis en demeure la commune de Plan-de-Cuques d'acquiescer la parcelle AN 215 située impasse des Rascous 13380 Plan-de-Cuques ;
- Que cette parcelle est nécessaire à la réalisation d'un bassin de rétention d'eaux pluviales ;

- Dans le cadre de ses compétences, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substitue à la commune pour l'acquisition de cette parcelle au titre de l'article L 230-3 alinéa 7 du Code de l'Urbanisme.

DECIDE

Article 1 :

Est décidé d'acquérir la parcelle AN 215 moyennant une indemnité principale de 170 000 euros H.T et 18 000 euros H.T d'indemnité de remploi, située impasse des Rascous 13380 Plan-de-Cuques, suite à la mise en demeure d'acquérir adressée par les consorts Eysseric – Nicod – Dallari à la commune de Plan-de-Cuques.

Ce bien est vendu libre de toute location ou occupation.

Il est précisé que la parcelle AN 215 est grevée de l'emplacement réservé n° 111 au Plan Local d'Urbanisme de Plan-de-Cuques, au bénéfice de la commune pour un parc paysager (bassin de rétention) – Les Plaines – Vallon des Rascous.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 18 mars 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/218/D

Mise à disposition préalable au transfert de propriété d'un terrain appartenant à la SARL Sud Réalisations Constructions pour la réalisation de l'aménagement de l'avenue Colgate. Projet de rénovation urbaine Soude-Hauts de Mazargues à Marseille 9ème arrondissement.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La convention portant mise à disposition préalable au transfert de propriété.

PREAMBULE

La Métropole Aix-Marseille-Provence va réaliser, au titre de ses compétences en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, l'aménagement de l'avenue Colgate à Marseille 9ème arrondissement, dans le cadre du projet de rénovation urbaine du secteur Soude-Hauts de Mazargues.

A ce titre, la SARL Sud Réalisations Constructions et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont trouvé un accord pour la cession à titre onéreux d'une emprise foncière impactée par ce projet d'aménagement.

Afin de permettre le démarrage des travaux sur le terrain en cause dès le mois de mars 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a sollicité les vendeurs en vue d'obtenir la mise à disposition de façon anticipée préalablement au transfert de propriété de l'emprise foncière impactée par ledit chantier.

CONSIDÉRANT

- Que l'aménagement de l'avenue Colgate à Marseille 9^{ème} arrondissement impacte une emprise foncière de 230 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section 846 M n° 259 ;
- Qu'à cette fin, une convention portant mise à disposition préalable au transfert de propriété doit être conclue entre les vendeurs et la Métropole Aix-Marseille-Provence, maître d'ouvrage de ce chantier.

DECIDE

Article 1 :

Est signée avec la SARL Sud Réalisations Constructions une convention portant mise à disposition préalable au transfert de propriété au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence de l'emprise foncière suivante :

- 230 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section 846 M n° 259.

Cette convention est conclue à titre gracieux, sa résiliation interviendra de plein droit à la date de signature de l'acte notarié portant transfert de propriété du terrain en cause au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 18 mars 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/219/D

Mission Elu : Monsieur Roland Blum - Conseil d'Administration du GART - 18 mars 2019 - Paris

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 portant élection de Monsieur Roland Blum, en qualité de 1^{er} Vice-président délégué aux Transports, Mobilité, et Déplacements ;
- La délibération n° FAG 085-567/16/CM du 30 juin 2016 relative aux frais de remboursement des membres du Bureau.

CONSIDÉRANT

- Que Monsieur Roland Blum est Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence délégué aux Transports, Mobilité, et Déplacements.

Reçu au Contrôle de légalité le 15 Mars 2019

DECIDE

Article 1 :

Monsieur Roland Blum se rendra à Paris du 18 au 21 mars 2019 pour assister au Conseil d'Administration du GART (Groupement des Autorités Responsables de Transports).

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 15 mars 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/220/D

Décision d'ester en justice. Désignation de Maitre Damien Varnoux pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose au comité d'intérêt de quartier Mauran - Berre l'Etang.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1804783 enregistrée auprès de la Cour Administrative d'Appel de Marseille aux fins d'annuler le jugement n° 1703864 du 13 septembre 2018 rendu par le Tribunal Administratif de Marseille.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par Maitre Damien Varnoux – SELARL Valadou – Josselin et Associés, 1 place de la Tour d'Auvergne – 29 000 Quimper.

Article 2 :

Les honoraires dus à Maître Damien Varnoux pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 18 mars 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/221/D

Décision d'ester en justice. Désignation de Maitre Damien Varnoux pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur François Geraudie et autres.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La requête n°1804872 enregistrée auprès de la Cour Administrative d'Appel de Marseille aux fins d'annuler le jugement n° 1703816 du 13 septembre 2018 rendu par le Tribunal Administratif de Marseille.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par Maitre Damien Varnoux – SELARL Valadou – Josselin et Associés, 1 place de la Tour d'Auvergne – 29 000 Quimper.

Article 2 :

Les honoraires dus à Maître Damien Varnoux pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 18 mars 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/222/D

Décision d'ester en justice - Désignation de la SCP Charrel et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose au Groupement Razel bec-Gagneraud construction

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La réclamation devant le Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends et litiges en matière de marchés publics , notifiée le 4 avril 2018, à la demande du groupement Razel Bec-Gagneraud construction dont le mandataire est la société Razel Bec, dans le cadre du marché n°13/095 lot 2 VRD d'un montant de 4 234 436 euros HT au titre de l'opération de réalisation du BHNS entre St Jérôme et Château Gombert Marseille 13^{ème} et 14^{ème} ;
- La requête n°1809827-3 déposée le 29 novembre 2018 par le groupement Razel Bec-Gagneraud construction devant le Tribunal administratif.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal administratif de Marseille dans le dossier n°1809827-3 et d'être assisté et représenté devant le Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends et litiges en matière de marchés publics par la SCP Charrel et Associés domiciliée 5 rue Boussairolles 34000 Montpellier.

Reçu au Contrôle de légalité le 18 Mars 2019

Article 2 :

Les honoraires dus à la SCP Charrel et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 18 mars 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/223/D

Décision d'ester en justice - Désignation de la SCP Seban et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Madame Zohra Aissani

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1900825-5 déposée au Tribunal administratif le 31 janvier 2019, par Madame Zohra Aissani, demandant l'annulation de la décision de la Métropole, du 15 janvier 2019, lui refusant le bénéfice de l'aide d'accès à un logement locatif.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal administratif et d'être représenté dans cette affaire par la SCP Seban et Associés, domiciliée 282, boulevard Saint-Germain 75007 Paris.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SCP Seban et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3:

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 18 mars 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/224/D

Décision d'ester en justice - Désignation du cabinet UGGC pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre d'une affaire qui l'oppose aux occupants illicites de la maison lui appartenant, située 82 rue Elzéard Rougier à Marseille (12ème)

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de constat établi le 22 février 2019, par Maître Emeric Bernard, huissier de justice, constatant la présence d'occupants illicites dans une maison située 82 rue Elzéard Rougier et appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal d'instance de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par le cabinet UGGC 3-5 rue Gilbert Dru à Marseille

Article 2 :

Les honoraires dus au cabinet UGGC pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 18 mars 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 18 Mars 2019

Décision n° 19/227/D

Mise à disposition préalable au transfert de propriété d'un terrain appartenant à la SA Logirem pour la réalisation des travaux relatifs à la création d'une voie de desserte Micocouliers à Marseille 13ème arrondissement.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

PREAMBULE

Dans le cadre du projet de création d'une voie nouvelle reliant le chemin de Fontainieu au boulevard Roland Dorgelès à Marseille 13ème arrondissement, la Métropole Aix-Marseille-Provence a sollicité la SA Logirem en vue d'obtenir la mise à disposition préalablement au transfert de propriété.

CONSIDÉRANT

- Que dans le cadre du projet de création d'une voie nouvelle Micocouliers reliant le chemin de Fontainieu au boulevard Roland Dorgelès à Marseille 13^{ème} arrondissement, la Métropole Aix-Marseille-Provence a besoin qu'une emprise foncière appartenant à la SA Logirem lui soit mise à disposition afin de permettre le démarrage des travaux ;
- Qu'à cette fin, une convention portant mise à disposition préalablement au transfert de propriété doit être conclue entre la SA Logirem, propriétaire du terrain et la Métropole Aix-Marseille-Provence, maître d'ouvrage du chantier.

DECIDE

Article 1 :

Est signée avec la SA Logirem la convention portant mise à disposition au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence de la parcelle de terrain listée ci-après :

- 1 868 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 895 H 0192.

Cette convention est conclue entre les partenaires à titre gracieux, sa résiliation interviendra de plein droit à la signature de l'acte de transfert de propriété de ce terrain.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 18 mars 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/229/D

Décision d'estimer en justice - Désignation de Maître Christian Baillon-Passé pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire concernant l'occupation illicite par les gens du voyage du complexe sportif de Parsemain à Fos-sur-Mer

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le rapport d'information établi par la Police municipale de Fos-sur-Mer du 10 mars 2019 faisant état d'une occupation illicite de terrain par les gens du voyage, sur le complexe sportif de Parsemain, dépendance du domaine public de la Métropole Aix-Marseille-Provence située sur le territoire de la commune de Fos-sur-Mer.

CONSIDÉRANT

- Que depuis le 10 mars 2019, des gens du voyage occupent sans autorisation la parcelle cadastrée B 3156, constituant le complexe sportif de Parsemain, à Fos-sur-Mer ;
- Que cette parcelle est une dépendance du domaine public de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'il convient d'obtenir l'expulsion de ces occupants sans titre du domaine public et de saisir à cette fin le juge des référés du Tribunal administratif de Marseille ;

DECIDE

Article 1 :

De saisir le juge des référés du Tribunal Administratif de Marseille pour obtenir l'expulsion des gens du voyage qui occupent sans autorisation le complexe sportif de Parsemain à Fos-sur-Mer et d'être représentée dans cette affaire par Maître Christian Baillon-Passe, 49 rue de la Paix Marcel Paul, 13001 Marseille.

Article 2 :

Les honoraires dus à Maître Christian Baillon-Passe, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 14 mars 2019

Martine VASSAL

DECISION DE FINANCEMENT

POUR L'ACQUISITION ET L'AMELIORATION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2018130550209

N° SIREN du maître d'ouvrage

780111860

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. AXENTIA

31 r de la federation

CS 78063

75015 Paris

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500292

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13208 Marseille - 8e arrondissement

Nature des logements

Autres logements foyers

Type de bénéficiaire

Personnes Agées

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

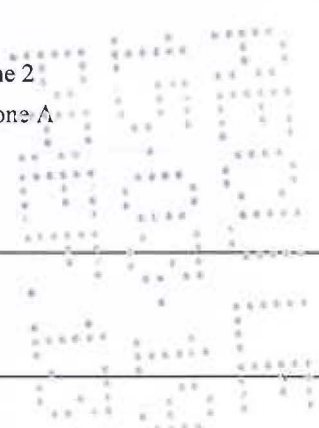
2018

Opération :

Résidence autonomie La Maison

640 avenue de Mazargues

13008 Marseille - 8e arrondissement



Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu le décret n° 98-331 du 30 avril 1998,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la réalisation de travaux d'amélioration, de transformation ou d'aménagement de 20 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 20 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 20 logements PLS

au bénéficiaire désigné : S.A. AXENTIA (n° SIREN : 780111860).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 14 MARS 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Acquisition)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	1 572 250,00	77,14%	1,86%
Autres	426 000,00	20,90%	
Sous-total Prêts	1 998 250,00	98,04%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	39 945,00	1,96%	
Sous-total Fonds Propres	39 945,00	1,96%	
Total du Financement (I + II + III)	2 038 195,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	2 038 195,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	20	629,85 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLS »	20	629,85 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 20	Surface utile :	629,85 m²
Assiette : 0,00 €	SUBVENTION :	0,00 €
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière H.T.	5 000,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 448 400,00 €
Prestations intellectuelles et frais	403 086,00 €
Prix de revient H.T.	1 856 486,00 €
Montant de la TVA	181 709,00 €
Prix de revient TTC	2 038 195,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	3 236,00 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

DECISION DE FINANCEMENT

POUR L'ACQUISITION ET L'AMELIORATION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2018130550055

N° SIREN du maître d'ouvrage

782678882

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. FAMILLE ET PROVENCE

Le Decisium B1

1 r mahatma gandhi

CS 60400

13090 Aix-en-Provence

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500268

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13107 Simiane-Collongue

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2018

Opération :

Ancienne Mairie

10 Avenue Roger Guigon

13109 Simiane-Collongue

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu le décret n° 98-331 du 30 avril 1998,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la réalisation de travaux d'amélioration, de transformation ou d'aménagement de 6 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 6 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 4 logements PLUS
- 2 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. FAMILLE ET PROVENCE (n° SIREN : 782678882).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 79 494,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE



le : 14 MARS 2019

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Acquisition)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	38 694,00	14,27%
Subvention Région	30 000,00	11,07%
Subvention EPCI	21 813,00	8,05%
Sous-total Subventions	90 507,00	33,38%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	16 186,00	5,97%
Prêt CDC logement	77 670,00	28,65%
Sous-total Prêts	93 856,00	34,62%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	86 740,00	32,00%
Sous-total Fonds Propres	86 740,00	32,00%
Total du Financement (I + II + III)	271 103,00	

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	40 800,00	13,28%
Subvention Région	0,00	0,00%
Subvention EPCI	44 370,00	14,45%
Sous-total Subventions	85 170,00	27,73%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	38 284,00	12,46%
Prêt CDC logement	183 711,00	59,81%
Sous-total Prêts	221 995,00	72,27%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	0,00	0,00%
Sous-total Fonds Propres	0,00	0,00%
Total du Financement (I + II + III)	307 165,00	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	79 494,00	13,75%
Subvention EPCI	66 183,00	11,45%
Subvention Région	30 000,00	5,19%
Sous-total Subventions	175 677,00	30,38%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	261 381,00	45,20%
Prêt CDC foncier	54 470,00	9,42%
Sous-total Prêts	315 851,00	54,62%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	86 740,00	15,00%

Sous-total Fonds Propres	86 740,00	15,00%
Total du Financement (I + II + III)	578 268,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	578 268,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 522 131,45 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	4	206,37 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	4	206,37 m²
Assiette *	:	367 353,97 €
Taux de subvention	:	11,11 %
SUBVENTION	:	40 800,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	2	86,95 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	2	86,95 m²
Assiette *	:	154 777,48 €
Taux de subvention	:	25,00 %
SUBVENTION	:	38 694,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 6	Surface utile :	293,32 m²
Assiette : 522 131,45 €	SUBVENTION :	79 494,00 €
	Taux moyen de subvention :	15,22 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 79 494,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière H.T.	71 126,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	402 162,00 €
Prestations intellectuelles et frais	52 410,00 €
Prix de revient H.T.	525 698,00 €
Montant de la TVA	52 570,00 €
Prix de revient TTC	578 268,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	1 971,46 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.